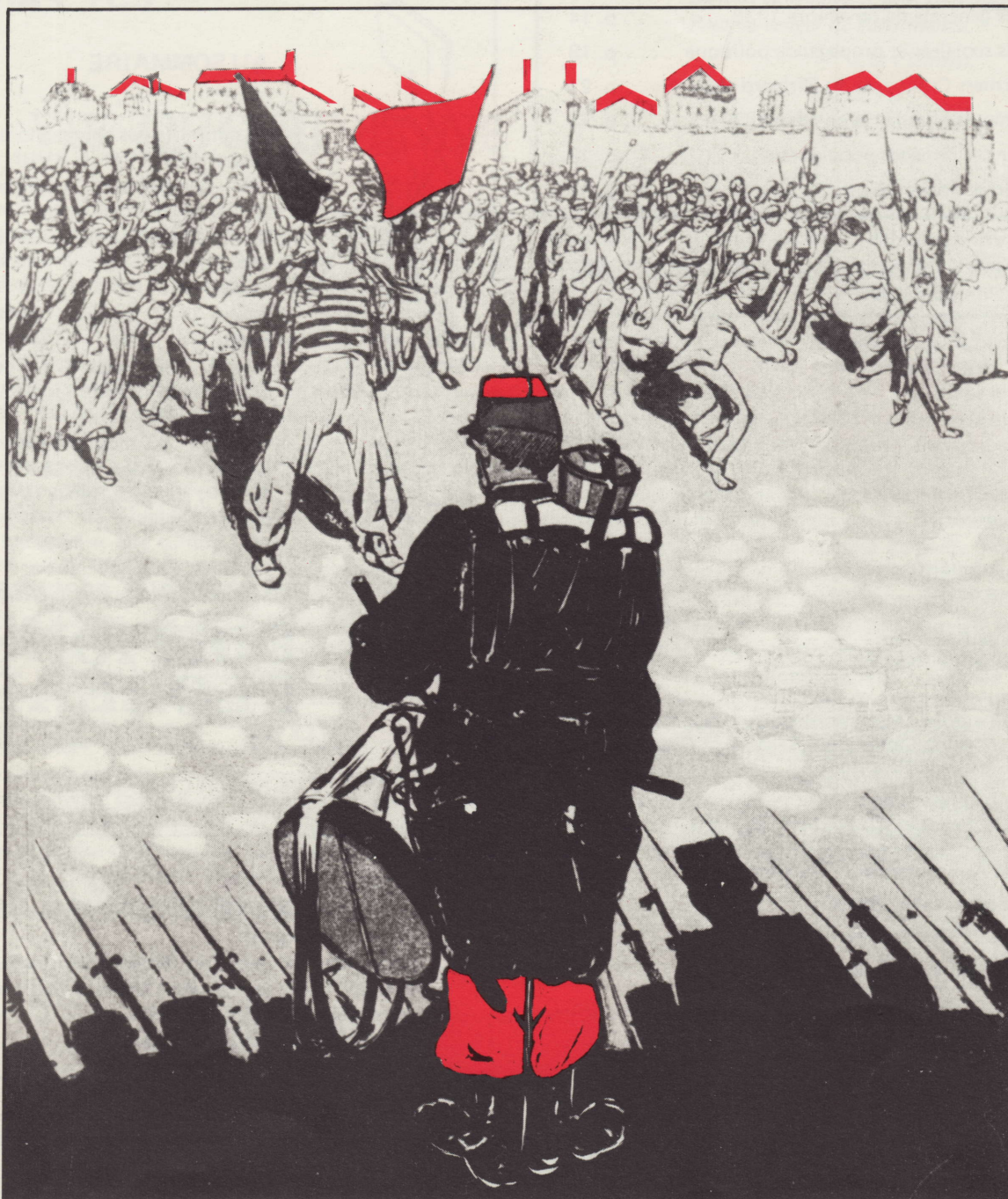


LE PEUPLE FRANÇAIS

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE



- MAI - JUIN 1968 — 10 ANS DÉJÀ ! ● LES GUERRES TOUCOULEURS
- RÉVOLTES DE LA FAIM A PARIS 1789 - 92 ● LA GREVE GÉNÉRALE DE 1938
- LES DERNIERS CROQUANTS DU PÉRIGORD ● L'ISERE EN 1870 - 71
- MÉDECINS ET REMÈDES POPULAIRES XVIII^e siècle.

5 F

Trimestriel Avril - Juin 1978

**NOUVELLE
SÉRIE**

N° 02

SOMMAIRE

- Mai - Juin 1968
 - Séquestrations de cadres p. 4
 - Des étudiants dans les usines p. 6
- Révoltes de la faim à Paris - 1789-92. p. 9
- La grève générale de novembre 1938. p. 14
- Manuels scolaires et propagande politique p. 18
- Les Derniers Croquants du Périgord XVII^e . . . p. 21
- Mouvements populaires en Isère 1870-71 p. 23
- Médecins et remèdes populaires au XVIII^e p. 28
- Les guerres Toucouleurs p. 31

en couverture : LA GREVE dessin de Granjean (début du siècle)

LE PEUPLE FRANÇAIS

- Revue Trimestrielle
- 5 F. Nouvelle série
- Direction Administrative
Hervé Luxardo
- Secrétaire de Rédaction :
Claude Catherine Ragache
- Rédaction :
Monique Baudoin, Martine Benoit, Alain Delale, Hervé Luxardo, Claude-Catherine Ragache, Gilles Ragache, Alain Ranvier, Jean Sandrin.
- Avec la collaboration de :
D. Auloy, N. Pelletier, D. Poublan, M. Xeris.
- Imprimerie A. Fromentin — Louviers
- Commission paritaire : 51180
- Dépôt légal 2^eme trimestre 1978
- Copyright - Le Peuple Français S.A.R.L.

Tous droits de reproduction des articles et documents strictement réservés.

Les manuscrits ne sont pas renvoyés.

LE DOSSIER

"LUTTES OUVRIÈRES"

EST PARU !

AU SOMMAIRE

La confrérie des compagnons imprimeurs aux XVI^e - XVII^e siècles.
Les compagnons papetiers au XVIII^e siècle.
Les sociétés ouvrières de secours mutuel.
Les Canuts.
Rouen 1848 : la Saint - Barthélémy rouge.
Premier Mai sanglant à Fourmies.
1890 - 1891 : Quatre mois de grève à Revin.
Carmaux : La verrerie ouvrière.
L'automne rouge de 1947.
1955 : Grande grève à Nantes-Saint-Nazaire.



LES DOSSIERS D'HISTOIRE POPULAIRE



**ÉDITIONS
FLORÉAL**
B.P. 26 92190 MEUDON

Prix : 12,75 F. (Port Compris) l'unité.
Chèque à l'ordre des « Editions Floréal ».

LE DOSSIER « LES PAYSANS » qui portera sur la période s'étendant du Moyen Age au Premier Empire, est dès maintenant en SOUSCRIPTION.

Pour hâter sa parution faites nous parvenir la somme de 15 F. par chèque bancaire ou postal à l'ordre de « FLORÉAL ».

- Parution probable septembre 78.

Adressez
votre
correspondance
à

LE PEUPLE FRANÇAIS
B.P. 26
92190 MEUDON

AVIS AUX AMATEURS !

Il est toujours possible de se procurer les numéros disponibles de l'ancienne série du Peuple Français, au prix de 4 Francs l'exemplaire (numéros 20 - 23 - 24 - 26).

ATTENTION : vous devez les commander et les régler séparément de votre nouvel abonnement. Chèques à l'ordre du PEUPLE FRANÇAIS, sans autre mention.

Merci.

**AUX CHAMPS
COMME A L'USINE
FAITES CIRCULER LE « PEUPLE FRANÇAIS »**

*Pourtant les gens à pâle mine
Ont bon courage et bonnes dents,
Grand appétit, grande poitrine,
Mais rien à se mettre dedans.
Et tout ça chante et tout ça danse
Pour se venger de l'abstinence.*

J.B. Clément.

LA VIE QUOTIDIENNE

Si la vie quotidienne du peuple est ponctuée par des événements exceptionnels, elle est surtout rythmée par des paroles et des gestes répétés, des naissances et des décès, des fêtes et des veillées, l'appel des sirènes d'usine ou le cliquetis des moissonneuses...

Au début du siècle, les lingères parisiennes pouvaient accomplir (en pleine saison) 16 à 18 heures de labeur par jour pour un salaire de misère et une nourriture parfois réduite à du pain et du lait. (LPF n°23). Il ne s'agit pas pour nous de faire du misérabilisme gratuit, mais c'est à partir de cette réalité quotidienne que l'on peut comprendre et expliquer les motifs profonds des colères populaires.

L'oppression ne suscite pas uniquement la lutte violente. Elle peut engendrer une culture. Ainsi, face à ces médecins du XVIII^{ème} siècle dénoncés comme «*des assassins patentés, égorgeant méthodiquement*» et qui avaient pour seuls remèdes la saignée et la purge (LPF n° 1 et 2), le peuple a su trouver des réponses. Il a même créé ses propres structures collectives pour lutter contre la faim, l'ignorance, la misère, l'isolement, l'abandon (LPF n° 25 les communautés rurales ; LPF n°1 les abandons d'enfants).

Même la mort n'est pas, et n'a jamais été, «*égale*» pour toutes les classes sociales. Les épidémies de peste ou de choléra opèrent des coupes sombres dans les populations laborieuses plus que chez les nantis. Pendant ces périodes exceptionnelles, le peuple s'habitue tant bien que mal à côtoyer la mort sous ses aspects les plus terrifiants. Néanmoins, il n'a jamais accepté passivement ce que les nantis appellent la «*fatalité*»... Dure-

ment frappées par la «*Peste Noire*» de 1348, les classes populaires ont nourri un ressentiment durable contre les privilégiés beaucoup moins touchés qu'elles. C'est pourquoi elles soutiennent les «*Flagellants*» (mouvement mystique) qui proclamaient vouloir «*vivre des biens des bourgeois*». (LPF n° 12)

Dans un autre domaine, la sexualité ou la prostitution sont vécus différemment selon que l'on est noble ou roturière, courtisane ou prostituée (LPF n° 24). Quel abîme entre la vie de ces dernières sous Louis XIV, pourchassées et enfermées à la Salpêtrière et celle de Ninon de l'Enclos, courtisane qu'il n'était pas question de poursuivre.

La vie quotidienne ne se limite donc pas au «*folklore*» vestimentaire, à la foire au jambon ou à de «*vieilles traditions*» plus ou moins réinventées comme on tente trop souvent de nous le faire croire. Les foires, les fêtes, le carnaval ont eu un contenu économique et social souvent contestataire (LPF n° 26 la commune de Romans) ; ils n'étaient pas seulement prétexte à un spectacle «*pittoresque*».

Depuis 8 ans, nous avons publié de nombreux articles sur la «*vie quotidienne*» et la «*mémoire populaire*». Il reste encore beaucoup à faire, mais ce n'est pas pour nous une question «*de mode*». Face à une civilisation qui tend à niveler l'habitation, le vêtement, la nourriture, les loisirs ; qui tend à faire disparaître langues et patois minoritaires, l'équipe du PEUPLE FRANÇAIS s'attachera à faire ressurgir ou à conserver des traditions de vie et de luttes aussi diverses qu'anciennes.

LA RÉDACTION



Tisseuses

MAI - JUIN 1968 : 10 ANS DÉJÀ !

Il y a dix ans des grenades claquaient sur «le Boul'Mich» ; il y a dix ans la plus grande grève de notre histoire paralysait le pays entier ; les ouvriers faisaient preuve d'une imposante capacité d'organisation : ils mettaient en circulation de la monnaie syndicale, ils organisaient la surveillance des prix sur les marchés, ils géraient des villes entières, séquestraient des patrons, occupaient leurs usines pendant des semaines ; il y a dix ans, le pouvoir gaulliste vacillait et des militaires envisageaient sérieusement de rétablir «l'ordre» à coups de canons. Il y a dix ans des affrontements sanglants faisaient une douzaine de morts et des milliers de blessés.

Deux des rédacteurs du **PEUPLE FRANÇAIS**, Alain Delale et Gilles Ragache, ont travaillé plusieurs années à réunir une considérable documentation sur ces événements qui ont bouleversé durablement la France. Ils viennent de publier aux Éditions du Seuil un fort ouvrage (240 pages) fruit de ce long travail. Ils développent ici deux aspects particuliers de cette période : les séquestrations de cadres et les liaisons établies entre étudiants et ouvriers. Là, tout comme dans leur ouvrage, ils ont mis l'accent sur la province : Paris n'est pas la France !

SÉQUESTRATIONS DE CADRES

Au cours du «*tric*» de 1939 à Lyon, des compagnons imprimeurs ont molesté leur maître puis l'ont séquestré dans sa maison. Dès lors, on a vu ressurgir épisodiquement cette forme d'action dans l'histoire du mouvement ouvrier. En 1936 des patrons ont dû — contre leur gré — passer quelques nuits à l'usine. Puis en mai 68, la vague déferle : les séquestrations se comptent par dizaines ; elles prennent de court les syndicats tant ouvriers que patronaux.

UN PARFUM DE MAI

Si la crise de mai-juin 68 surprend la majorité des Français, elle n'est pas pour autant un coup de tonnerre dans un ciel serein. Chez les étudiants, l'agitation croissait depuis plusieurs mois. Cela est bien connu. Par contre, les grèves ouvrières sont souvent présentées comme un simple **contrecoup** de l'agitation étudiante. En fait, de janvier 67 à avril 68, une agitation ouvrière grandissante durement réprimée (mise à pied, lock-out, licenciements, matraquages, peines de prison...) a préparé les esprits à des luttes plus dures encore. Elle est souvent passée inaperçue en raison de son caractère provincial : les longues grèves des ouvriers de la Rhodia (Besançon et Lyon), de Dassault (Bordeaux), des métallos de Redon, Honfleur, Valenciennes, Saint Nazaire, Le Mans... celles des mineurs de fer lorrains ou des marins pêcheurs de la Manche et même le «*mini mai 68*» de Caen (1) n'ont pas retenu l'attention, car Paris demeure remarquablement calme.

A Caen, la Saviem fournit l'exemple type de l'usine «*décentralisée*». A usine neuve, personnel jeune : 1000 des 4800 ouvriers — paysans fraîchement arrachés à leur campagne ont moins de 25 ans. Les traditions ouvrières y sont faibles et le syndicalisme balbutiant. Mal payés, les jeunes OS souffrent d'une déqualification évidente (beaucoup sont titulaires de CAP ou de diplômes). Dans les ateliers la maîtrise méprise souvent «*les péquenots*». Une hiérarchie rigoureuse, pesante, tatillonne empoisonne l'atmosphère, provoque bien des rancœurs. Chez Saviem comme dans bien d'autres grandes entreprises françaises, le «*petit chef*» et au delà le cadre supérieur deviennent progressivement des adversaires pour de jeunes ouvriers qui exigent d'être traités comme des citoyens à part entière.

A Caen en février 68, après de violentes grèves (200 blessés) un millier de jeunes ouvriers rendus furieux par un ordre de

reprise jugé injustifié, parcourent l'usine en cortège ; ils cassent des pare-brise, retournent des fichiers, secouent de «*petits chefs*» et, parvenus devant les bureaux de la direction, entreprennent de séquestrer les cadres. Les délégués syndicaux (CGT, FO, CFDT) empêchent de peu une séquestration prolongée. Ces jeunes OS viennent pourtant de donner le coup d'envoi : en avril à Nantes, le patron de Sud Aviation échappe de peu au même sort en se réfugiant dans la tour de contrôle de l'aéroport voisin.

Un parfum de mai flotte déjà dans certaines usines. La violence étudiante en éclatant au grand jour, va balayer les dernières hésitations des ouvriers.

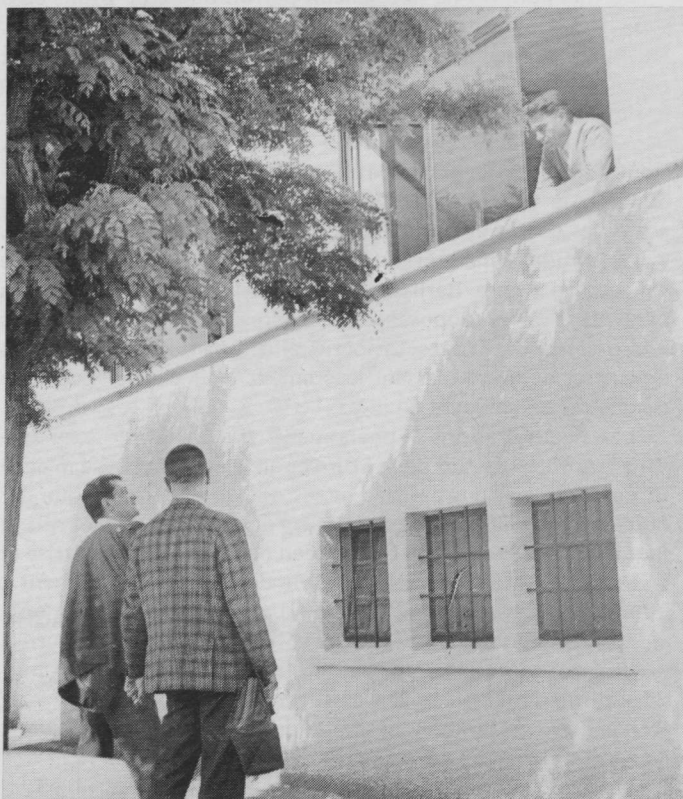
«BIENTOT LES BEAUX JOURS !» (Contrexéville le 16 mai)

C'est sans la moindre consigne d'une confédération syndicale ou d'un état-major politique que débute la grande grève.

Le 14 mai à Woippy (Lorraine), puis à Bouguenais (Loire-Atlantique) quelques centaines de métallos donnent le signal. D'entrée de jeu la grève prend une allure inhabituelle : en 3 jours 215.000 ouvriers (2) cessent spontanément le travail et occupent leurs ateliers. «*Nous en avons plein les bottes!*» proclament ceux de l'usine Vinco à Dieppe ; «*Berliet—Liberté*» répondent les Lyonnais. A Contrexéville de jeunes grévistes établissent des barrages autour de l'usine. Ils annoncent la couleur : «*Mort aux patrons !*» et «*Bientôt les beaux jours!*» (3) ; le directeur évite de peu la séquestration et doit quitter l'usine à pied sous les quolibets.

A Nantes, le 14 mai, M. Duvochel a eu moins de chance que son collègue de Contrexéville : il est bloqué dans ses bureaux «*jusqu'à satisfaction des revendications*». Un noyau de militants trotskistes, localement regroupés à FO, crée ainsi un précédent imité dès le lendemain chez Renault à Cléon près d'Elbeuf. Là, des jeunes militants CFDT et quelques maoïstes appuyés par les ouvriers séquestrent le directeur M. Le Chatellier, le chef du personnel et une dizaine de cadres !

(1) En février-mars 68, des grèves longues et dures éclatent dans toutes les grandes entreprises de la région. Elles sont à l'origine de bagarres violentes et même d'une émeute dans les rues de Caen.



Le «ruban bleu» de la séquestration : M. Duvochel (Sud Aviation - Nantes)

TACHE D'HUILE EN BASSE-SEINE

Les 16 et 17 mai, plus encore que les occupations d'usines, les séquestrations de cadres inquiètent le patronat, le gouvernement et les directions syndicales. Elles se répandent en tache d'huile autour de Cléon : à Caudebec chez Cipel le directeur et deux collaborateurs, à Déville-les-Rouen 5 ingénieurs et deux chefs d'ateliers sont consignés ; à Elbeuf le directeur de Kléber Colombes, aux Chantiers navals du Trait M. Ferraux et des cadres, au Havre un dirigeant de Dujardin subissent le même sort. L'épidémie n'est pas localisée à la Basse-Seine. On signale d'autres cas à Chauny (Aisne), Orléans, Poitiers, Bordeaux, Bayonne...

Pour enrayer le phénomène, le patronat multiplie les démarches auprès des partis politiques et des syndicats. Soucieux de ne plus se faire déborder par leurs troupes, ces derniers condamnent publiquement ou réprouvent les séquestrations et cherchent à éviter toute nouvelle action de ce type. La CGT et le PCF conscients de l'ampleur du mouvement décident cependant de «prendre le train en marche» : le 18 mai, ils ne freinent plus la grève mais cherchent à l'étendre sur leurs propres mots d'ordre souvent fort éloignés de ceux des premiers grévistes. Les dirigeants communistes rêvent d'une grève «puissante et responsable» dont ils auraient le contrôle. Pour y parvenir ils n'hésitent pas à tronquer des informations. Par exemple le 17 mai, *Liberté*, quotidien du PCF dans le Nord, mentionne dans un entrefilet discret la mise en grève chez

(2) Il y a 3090 grévistes le 14 mai, 10900 le 15, 75000 le 16 et 215000 le 17 au soir - (statistiques établies par nous-même après un relevé complet des entreprises en grève)

(3) Ces mots d'ordre peints sur les usines témoignent d'un profond désir de changement ; chez Berliet les ouvriers ont déplacé les lettres du fronton pour former «Liberté».



cl. R. Viollet

Une des innombrables affiches manuscrites qui fleurissent en mai-juin.

Sud-Aviation, mais ne souffle pas un mot de la séquestration...

La pression conjuguée des dirigeants patronaux, syndicaux et politiques aboutit à plusieurs libérations (Déville et Cléon le 18 mai) et évite de nouvelles séquestrations. Pourtant, localement, des grévistes s'entêtent : en Basse-Seine, dans deux usines, on institue «un tour de séquestration» ; chaque jour un cadre supérieur vient remplacer le directeur et vice-versa !

Mais cédant à la promesse de «négociations nationales», les grévistes relâchent «leurs» cadres un à un, à contre-cœur. En se généralisant, la grève s'assagit, les mots d'ordre s'uniformisent, le lieu de négociation se déplace de l'usine vers la capitale éloignant les travailleurs de leurs propres revendications.

L'ONDE DE CHOC DE GRENELLE

Quand le 25 mai s'engagent les «conversations de Grenelle», les séquestrations ne sont plus qu'un souvenir (sauf à Nantes où M. Duvochel ne sera relâché que le 28 mai). Mais l'impatience grandit comme en témoigne l'attitude des 500 travailleurs de Fougères qui, le premier jour des négociations, séquestrent en bloc 25 patrons dans la chambre de commerce. Ils ne les relâchent qu'à 20 heures.

Le 27 mai au matin, B. Frachon puis G. Ségué (Secrétaire général de la CGT) présentent à Billancourt chez Renault les résultats d'une négociation aussi longue que fumeuse. Qu'on en juge : le texte n'a pas même de titre précis (accord ? procès-verbal ? constat ?). Sur 14 articles plus une annexe, il y est fait 18 fois référence à des négociations ultérieures, sans autre indication de contenu ; 10 fois à des «déclarations d'intentions» gouvernementales ou patronales et 5 fois seulement à des mesures sociales accompagnées de chiffres et de dates d'application. Les grévistes ne se laissent pas prendre à de telles promesses. G. Ségué se fait copieusement siffler et dans la France

entière la poursuite de la grève est massivement votée. C'est l'impasse. Gouvernement et patronat cherchent alors à négocier secteur par secteur en débutant par les transports de l'EDF. Ce cloisonnement des négociations favorise le renouveau et la réapparition des luttes locales. Dans nombre d'usines des interprétations divergentes sont données par le patron et les ouvriers au «*constat*» de Grenelle. Parfois les grévistes tranchent la question en séquestrant le patron. C'est le cas à Maxilly sur Saône où M. Barbot doit être dégagé par des gendarmes casqués. Dans les Ardennes à Vireux le directeur M. Allard est bloqué avec (les délégués du personnel pendant plusieurs heures. A Troyes le 16 juin chez Fenwick, le directeur et 7 cadres sont retenus 16 heures dans l'usine. Le 18 juin à Chateaubriand chez Huard, les ouvriers se remettent en grève et séquestrent la maîtrise ; même chose à Saint-Dizier le 20 juin chez IHF. La presse syndicale et politique fait le silence sur ces actions de dernière heure qui ont permis le plus souvent d'obtenir quelques concessions supplémentaires et témoignent d'une combativité ouvrière insoupçonnée quelques années plus tôt.

VIOLENCE ET SÉQUESTRATIONS

En mai-juin, on ne note aucun patron ou cadre ayant eu à subir des violences physiques au cours d'une séquestration. Quelques bousculades, rien de plus. Les «*prisonniers*» ont partagé l'ordinaire et le couchage (précaires) des grévistes mais le slogan «*Mort aux patrons!*» ne s'est appliqué qu'à des mannequins expiatoires pendus haut et court à l'entrée de l'usine. Toutefois, après le grand défilé gaulliste des Champs Élysées le 30 mai, le ton change. Des actes de violence se produisent entre des cadres et des patrons libres et des piquets de grèves. A Lyon, une jeune gréviste est grièvement blessée par le fils de son patron ; chez Berliet, Sygma et dans plusieurs usines des bagarres sévères opposent des cadres non grévistes à des «*occupants*». A Troyes, un petit patron fonce en voiture dans un piquet de grève blessant légèrement trois ouvriers. Ce type d'incident est fréquent en juin.

Les séquestrations —phénomène provincial et localisé— sont très rares au sud de la Loire et à Paris. L'immense majorité des cadres et des patrons ne les ont donc connues que par ouïe-dire mais ils sortent de la grève quelque peu abasourdis et inquiets. Depuis mai-juin 68, en bien des endroits la maîtrise et le patronat ont dû modifier le style de leur commandement...

Gilles RAGACHE

DES ETUDIANTS DANS LES USINES

Après la fermeture et l'occupation de la Sorbonne par la police, le 3 mai 1968, des étudiants, chaque jour plus nombreux, défient le pouvoir gaulliste. Cette révolte suscite la sympathie d'une grande partie de la population, et en premier lieu de la classe ouvrière. Aussi les confédérations CFDT, CGT, FO et FEN décident, au lendemain de la «*nuît des barricades*» du 11 mai, d'organiser le 13 une grève générale de 24 heures et, cette fois sans la participation de FO, des manifestations de masse dans les grandes villes. Partout, un mot d'ordre est mis en avant : «*Vive l'union des travailleurs et des étudiants*».

Dans les jours qui suivent, à Nantes, dans la vallée de la Seine, dans le Nord... des ouvriers se déclarent en grève illimitée et occupent leurs usines. En une semaine, la France est paralysée. Chez les étudiants révolutionnaires qui occupent eux-aussi leurs facultés, ce mouvement spontané de grève suscite l'enthousiasme.

Le 16 mai dans la soirée, on apprend à la Sorbonne que l'usine Renault de Billancourt vient d'être occupée par les travailleurs. Aussitôt, plusieurs centaines d'étudiants convergent vers l'entreprise, dans l'espoir de fraterniser avec les grévistes. Le lendemain, des étudiants de l'UNEF organisent une «*marche sur Billancourt*» qui regroupe plus de 3 000 personnes. Mais la section CGT de l'usine a fait afficher une «*Mise en garde*» violemment hostile aux étudiants d'extrême gauche qui «*touchent une grosse récompense pour leurs loyaux services rendus au patronat*». Les grévistes inorganisés ou appartenant à d'autres syndicats expriment leur sympathie, mais sont d'accord pour ne pas permettre aux manifestants de pénétrer dans l'usine. La presse et la radio sont unanimes à déclarer que la classe ouvrière a refusé la «*main fragile*» tendue par les étudiants.

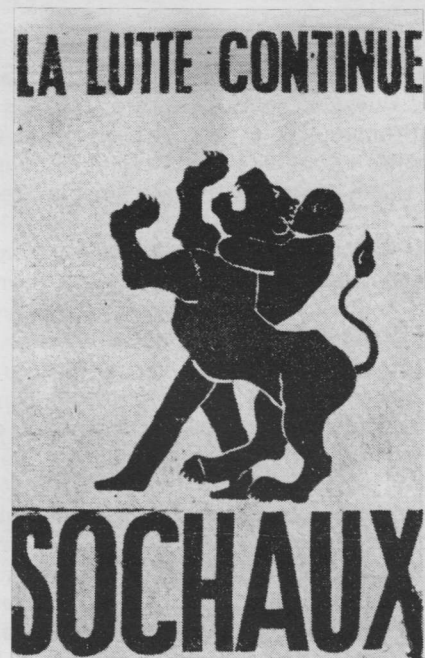
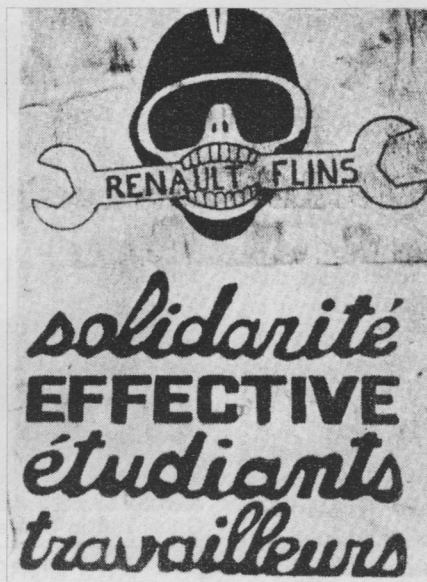
Les ouvriers de Renault-Billancourt ne représentent pourtant pas la classe ouvrière prise dans son ensemble. Il est vrai que dans les usines on se méfie un peu des militants d'extrême gauche venus prêcher en faveur de leur petite chapelle : à

Clermont Ferrand par exemple, 50 membres de la FER (trotskiste) seront le 4 juin dispersés par la police devant les usines Michelin, sans que cela entraîne la moindre réaction de la part des ouvriers présents. Un peu partout en France les travailleurs voient en revanche d'un œil favorable ceux qui parlent au nom du mouvement étudiant. Dans les premiers jours de la grève, les contacts sont nombreux et cordiaux. Quand les ouvriers de Renault-Cléon occupent leurs ateliers, le 15 mai, leur premier mouvement est d'envoyer une délégation à l'université de Mont Saint Aignan près de Rouen. Le lendemain à Orléans, les 25 étudiants qui apportent des casse-croûtes aux grévistes d'Unélec sont accueillis chaleureusement et intégrés au piquets de grève qui s'organisent.

«NOUS ENTRERONS DANS L'USINE...»

Parfois, comme à Caen ou Besançon, les contacts à la base sont déjà anciens : une solidarité active des étudiants envers les ouvriers s'était manifestée à l'occasion des grèves dures de la Rhodiacéta en 1967 et de la Saviem en janvier 1968. Dans d'autres cas, des travailleurs viennent spontanément solliciter l'aide des étudiants. A Toulouse, un membre du comité d'entreprise et un délégué du personnel des établissements Duc et Méric (bâtiment) sont mis à pied au lendemain de la grève du 13 mai, ce qui entraîne un arrêt de travail dans la profession. Le 15 mai, le mouvement étudiant du «*25 Avril*» (1) organise une collecte, et 30 ouvriers du bâtiment se rendent à la faculté des Lettres pour préparer avec les étudiants une manifestation motorisée, qui se tient le lendemain et réunit 2 000 personnes. Le patron cède, réintègre les deux syndicalistes et attribue un local aux sections syndicales de l'entreprise.

Dans la plupart des cas, de tels contacts amicaux se poursuivent jusqu'à la fin du mouvement. Dans certaines villes pourtant, une véritable unité d'action va s'établir entre ouvriers grévistes et étudiants révolutionnaires. Nantes et Besançon sont à cet égard à la pointe du combat.



A Nantes, la grève ouvrière débute le 14 mai, avec l'occupation de l'usine Sud-Aviation de Château-Bougon. Dans la nuit, plusieurs centaines d'étudiants portant des torches se présentent devant l'usine. Malgré un accueil chaleureux de la part des grévistes, ils n'y pénétreront pas, mais seulement parce que les occupants se sont volontairement «*emmurés*» sur leur lieu de travail et ont soudé les portes.

Le 17 mai, les ouvriers de la Rhodiaceta occupent à leur tour l'usine de Besançon. Le lendemain, le comité de grève décide qu'«*à partir du 20 mai, les étudiants seront reçus à la Rhodia. Ils pourront participer à des discussions, notamment sur les conditions ouvrières en régime capitaliste*». Les étudiants du Comité d'Action Étudiants-Ouvriers répondent : «*Nous entrerons dans l'usine afin d'essayer également d'exposer aux ouvriers tous les problèmes que pose aux universitaires la fonction sociale de l'université*».

Le 20 mai, un premier meeting mixte a lieu dans la cafétéria de l'usine. Dans la soirée un cortège commun fait le «*tour des entreprises*» de la ville. 7 d'entre elles sont ainsi touchées par le mouvement. Les cheminots de la gare Viotte suivent bientôt l'exemple de leurs camarades de la Rhodia et le 22, mettent à la disposition des étudiants la salle d'attente des 2^{ème} classes.

A Nantes le 24 mai, se forme un Comité Central de Grève, regroupant les représentants des syndicats CFDT, CGT, FO et FEN, et qui pendant plus de 10 jours va, de fait, gérer la ville. Le 28, à la demande de jeunes ouvriers qui voudraient que le Comité Central de Grève, cartel d'organisations, se transforme en organe central des comités de grève locaux, l'UNEF organise un défilé, qui réunit 4 000 personnes et va dialoguer avec les piquets de grève de la Sécurité Sociale, d'EDF-GDF, des Forges et Ateliers de Bretagne et, à l'Hôtel de Ville, avec le Comité Central de Grève. L'UD FO et les sections syndicales de l'usine Sud-Aviation demandent alors que le Comité Central de Grève s'ouvre aux représentants des étudiants et des payans du département. C'est chose faite le 30 mai.

Au cours de la même période, l'UNEF fait également son entrée au Comité Central de Grève de Montpellier, tandis que des représentants des lycéens sont admis dans ceux de Prades et de Pontarlier.

«**OUVRIERS-ÉTUDIANTS MEME COMBAT !**»

Participant directement au mouvement de grève ouvrière, des étudiants vont très vite être amenés à se battre contre les forces de police et les commandos gaullistes ou d'extrême droite qui s'en prennent de plus en plus souvent aux usines occupées.

Le 1^{er} juin, 500 manifestants gaullistes tentent d'envahir à Nantes le centre EDF-GDF. Quelques étudiants présents aident à repousser les attaquants au-delà des grilles, tandis que des renforts sont demandés à la faculté des Lettres. Les échauffourées se poursuivront en soirée dans plusieurs points de la ville.

A Toulouse, situation inverse : un fort contingent de militants d'extrême droite a tenté la veille d'envahir la faculté des Lettres. A cette nouvelle, les grévistes de l'usine Sud-Aviation proposent aux étudiants de venir leur prêter main forte — mais l'intervention ouvrière ne peut avoir lieu : après une heure de combats, les agresseurs ont déjà été mis en fuite.

A Besançon, des «*groupes de vigilance*» étudiants-ouvriers ont été constitués le 22 mai ; par trois fois, ils auront à intervenir pour neutraliser des commandos motorisés qui s'en prennent à des piquets ou à des grévistes isolés.

A partir du 2 juin se dessine un peu partout en France une tendance à une lente reprise du travail. Des étudiants vont être appelés à épauler des ouvriers qui veulent, malgré les pressions patronales, poursuivre le mouvement. Les 4 et 5 juin à Nantes, les étudiants révolutionnaires sont une fois de plus sur la brèche. A la demande du Comité Central de Grève, ils viennent renforcer la détermination des grévistes de 7 entreprises différentes. Au dépôt des bus municipaux, l'incident est évité de justesse : dans la matinée du 4, un vote organisé par la CGT se prononce en faveur de la reprise du travail, mais la majorité des tramots n'ayant pas participé à la consultation, une centaine d'étudiants et d'ouvriers grévistes se couchent devant les bus des «*jaunes*» pour les empêcher de sortir du dépôt. Les gendarmes mobiles interviennent et dégagent les lieux.

A Besançon, dès le 29 mai, une sérieuse bagarre avait, aux établissements Bourgeois, mis aux prises étudiants et ouvriers grévistes à des partisans de la reprise du travail. Le 4 juin, c'est l'épreuve de force chez Kelton, la direction ayant décidé unilatéralement la remise en marche de l'usine. Pour éviter l'intervention de la police, les grévistes évacuent le bâtiment mais, aidés par des étudiants et des ouvriers de la Rhodia, en bloquent tous les accès. A la suite d'un vote à main levée, les travailleurs de chez Kelton décident de poursuivre leur mouvement et, dans l'après-midi, vont aider des ouvriers des Compoteurs Croppet qui, après quelques heures de reprise du travail, avaient à nouveau débrayé.

(1) Le «*mouvement du 25 Avril*» a été créé à Toulouse peu avant le mouvement de Mai. Il regroupe, au sein de la faculté des Lettres, des militants d'extrême gauche de différentes tendances, et des inorganisés ; il ressemble en cela au «*mouvement du 22 Mars*» de la faculté des Lettres de Nanterre.

«TOUT RECOMMENCE A FLINS»

Quelques jours plus tard, ouvriers et étudiants allaient affronter côte à côte et pendant quatre jours les forces de police autour des usines Renault de Flins.

Le 5 juin, un vote organisé par la direction y est interrompu par les piquets de grève. Dans la nuit, 1 000 CRS investissent les bâtiments, défoncent les grilles, coupent l'électricité et expulsent brutalement les occupants ouvriers. A cette nouvelle, de nombreux étudiants parisiens convergent sur Flins et, dans la matinée du 7, un «*piquet dissuasif*» est installé devant les CRS afin d'empêcher toute reprise du travail. En même temps, un meeting de 8 000 personnes se tient à Élisabethville. Des étudiants et des lycéens y assistent en nombre. Malgré la violente hostilité des responsables CGT présents, la parole est donnée à Alain Geismar, secrétaire général en mai du plus important syndicat de professeurs d'université, et à un porte-parole du «*mouvement du 22 mars*», animé par des étudiants de la faculté des Lettres de Nanterre. A l'issue de la réunion, il est décidé d'aller renforcer les «*piquets dissuasifs*» disposés devant l'usine. Les CRS chargent brutalement, et les ouvriers présents reconnaîtront plus tard que les étudiants, par leur sang-froid et leur expérience en la matière, furent les premiers à organiser la résistance. Pendant toute la journée, la bataille fait rage — ouvriers et étudiants étant peu à peu repoussés à plusieurs kilomètres de l'usine. Des heurts sanglants ont lieu aux abords de l'autoroute de l'Ouest.

Du 8 au 10 juin, toute la région se trouve en état de siège. Une ambulance est attaquée à la grenade lacrymogène ; les pneus de voitures n'appartenant pas au département sont lacérés ; l'Union locale des syndicats est encerclée et ses occupants, ouvriers et étudiants mêlés, matraqués ; les petits groupes de manifestants qui se forment dans la campagne sont brutalement dispersés. Il y a en tout 50 blessés graves et des milliers d'arrestations.

Le 10 juin dans l'après-midi, Gilles Tautin, un lycéen de 17 ans, poursuivi par les CRS, se noie dans la Seine ; il était membre d'une organisation marxiste-léniniste (prochinoise). Dans la nuit, CRS et gendarmes mobiles auront évacué Flins. La solidarité militante des étudiants et des lycéens d'extrême gauche envers les ouvriers grévistes a été, en mai-juin 1968, plus qu'un simple slogan.

Alain DELALE



Gilles Tautin Lycéen, meurt noyé à Flins

coll. Part.

AILLEURS EN FRANCE : CHACUN CHEZ SOI.

Si l'exemple de Renault-Billancourt n'est pas représentatif de ce qui se passe à l'époque dans l'ensemble du pays, il ne faudrait pas non plus croire que, partout ailleurs et toujours, les étudiants ont été accueillis en héros par les ouvriers. Dans un certain nombre d'usines, comme chez Merlin-Gérin à Grenoble, ou en gare de Carcassonne, les sections CGT de base, appliquant à la lettre les consignes données par leur secrétaire confédéral Georges Séguy, refusent systématiquement les avances des étudiants venus les solliciter.

Inversement, lorsque le bureau local de l'UNEF est tenu par des modérés ou des militants communistes, hostiles à toute solidarité directe avec les travailleurs grévistes — c'est le cas au début du mouvement à Nice, Marseille, Montpellier, Saint Étienne — le contact, même s'il est souhaité par certains ouvriers, ne peut que rester superficiel.

Ainsi, les deux attitudes : acceptation ou refus de la solidarité active, coexistent en même temps en France, aussi bien parmi les étudiants que chez les ouvriers grévistes.

SOYONS REALISTES : DEMANDONS L'IMPOSSIBLE !

Mai 68. Cette date évoque les barricades, les voitures en flammes, la Sorbonne en folie. Pourtant, on ne peut réduire la crise profonde qui secoue la société française à ces quelques clichés. Il y aurait là plus qu'une simplification : une caricature. On ne peut oublier que, de mai à juillet, se déroule la plus grande grève de notre histoire, qui se superpose à une formidable ébullition culturelle et politique sans jamais s'y fondre totalement. En réalité des métallos ou des paysans furent acteurs de l'événement au même titre que les émeutiers du Quartier Latin. Dans leur ouvrage, les auteurs ont donc tracé un portrait aussi complet que possible de la France, avant, pendant et après les jours de mai, en insistant sur les particularités géographiques et sociales du pays entier, en situant les faits dans leur perspectives propres. Ils montrent ainsi que, pendant plus de quinze jours, la France fut au bord d'un affrontement armé, et quelle fut l'attitude des militaires dans ces circonstances exceptionnelles.

Cette vision globale est renforcée par des cartes, plans et graphiques qui accompagnent le texte, permettant de situer les foyers de grève, les bastions de la résistance ouvrière, de suivre au jour le jour l'évolution du nombre des grévistes et des manifestants. Tracts, affiches, graffiti, caricatures, photographies : l'étonnante floraison des images que suscita 68 trouve largement sa place dans ce livre qui voudrait faire mieux «voir» la rupture décisive que 68 provoqua à l'intérieur de notre société.

Pour en savoir plus sur cette période, vous pouvez donc vous procurer : «LA FRANCE DE 68 : SOYONS REALISTES, DEMANDONS L'IMPOSSIBLE !» aux Éditions du Seuil. 240 pages format 20 x 28, 400 illustrations, 20 cartes et croquis, dans toutes les librairies. Prix : 60 Francs.

LES RÉVOLTES DE LA FAIM A PARIS

1789 - 1792



L'histoire des XVII^e et XVIII^e siècles, de Louis XIV à Louis XVI est jalonnée de famines et d'épidémies. La mort est un fait quotidien pour les pauvres des villes et des campagnes. C'est aussi l'histoire moins connue d'une longue tradition de révoltes populaires contre la faim. Il ne se passe pas une année sans qu'un soulèvement ou une émeute n'éclatent ici ou là.

Révoltes du désespoir, sans lendemain, brusques mouvements de colère qui jettent le peuple contre les possédants, nobles et bourgeois, et que la Royauté réprime cruellement.

L'Ancien Régime a vécu dans la hantise de ces terribles révoltes : Louis XV n'a-t-il pas été enterré discrètement afin d'éviter des manifestations hostiles ? La dernière de ces émeutes, en 1775, la «Guerre des Farines», marque la fin de ces révoltes et annonce les insurrections révolutionnaires.

«NOTRE PREMIER BIEN, C'EST LE PAIN»

A partir de 1778, la France entre dans une longue période de crise économique : dans l'économie essentiellement agricole d'alors, les denrées de première nécessité subissent des augmentations considérables. Le pain constitue la base de l'alimentation des classes populaires. Un ouvrier parisien ayant une femme et trois enfants achète en moyenne 6 livres de pain par jour. Or son salaire a diminué de moitié entre 1786 et 1789. La part consacrée au pain dans le budget populaire représente 88% du salaire en 1789. Le reste se répartit parcimonieusement entre les autres denrées de consommation courante, comme les légumes, le lard, le vin, le bois à brûler, et la chandelle pour l'éclairage.

En janvier 1788, une livre de viande de bonne qualité, vaut 17 sous, or le salaire journalier d'un terrassier, ne dépasse pas 20 sous. La livre de sel vaut 13 sous, soit plus de la moitié. La nourriture de l'ouvrier parisien est insuffisante et de mauvaise qualité (le pain est rarement composé de froment ; le pain blanc reste réservé aux riches). Il se nourrit de pain de seigle ou de sarrasin, et à l'occasion des bas morceaux de viande ou un peu de graisse étalée sur le pain améliorent l'ordinaire.

En 1788 la récolte de blé est presque complètement hachée par la grêle. L'hiver de 1788-1789 est exceptionnellement froid : la Seine est gelée de Paris au Havre et les routes verglacées. Les moulins cessent de tourner et les transports sont interrompus : les réserves de grains s'épuisent rapidement. De juillet 1788 à janvier 1789, le prix du pain ne cesse de monter : de 9 sous pour le pain de 4 livres, le prix passe à 12 sous en novembre 1788, pour atteindre 14 sous en janvier 1789. Or, il ne doit pas excéder 2 sous la livre pour que l'ouvrier puisse subsister.

Une femme, découpeuse de gaze, mère de trois enfants, témoigne de son dénuement extrême.

«Nous avons bien souffert cet hiver, il nous a été impossible d'avoir du bois ; mon mari en a apporté quelquefois pour cinq à six sous ; il ne pouvait en acheter davantage sans risquer de périr de faim lui et ses enfants ; l'eau, notre unique boisson, était toujours glacée ; nous avons enduré plus d'une fois la soif ; mon mari gagne dix-huit sous par jour ; et c'est avec si peu de choses qu'il faut qu'il vive et qu'il entretienne ses trois enfants ; et moi qui suis sans ouvrage depuis que le pain est à quatorze sous et demi. J'aimerais mieux mourir que de mendier ; il suffirait que je reçusse la moindre aumône dans la rue, pour qu'un homme de police me fît prendre ; (il faudrait) que les aumônes considérables que reçoit Monsieur le Curé (de St-Médard), fussent distribuées aux pauvres gens qui ont beaucoup d'enfants : il ne les soulage pas comme il le devrait avec les aumônes qu'il reçoit».

D'autres, enfin, en sont réduits à voler : un nommé François Boucher, accusé de vol de croûtes de pain reconnaît : *«qu'il ne les a prises que par besoin. Il faut bien que l'homme vive. Les croûtes étaient dures comme la pierre et il faut avoir de bonnes dents ou être bien pressé par la faim pour en manger».*

L'administration de la ville, incapable de résoudre la crise des subsistances, use d'expédients : elle organise des ateliers de charité pour employer les chômeurs. Ceux qui y sont admis, touchent 18 sous à la journée. Les travaux sont pénibles : terrassements, déblais..., mais pour beaucoup, c'est l'unique moyen de survivre. Bailly, futur maire de Paris, rapporte dans ses mémoires : *«J'ai vu des marchands, des merciers, des orfèvres (il s'agit d'ouvriers artisans) implorer la faveur d'y être employés à 20 sous par jour».*

Durant l'hiver 1788-1789, ces ateliers prennent une extension considérable, tel celui de Montmartre qui compte jusqu'à 18 000 ouvriers. La réunion d'une telle masse de chômeurs et de mendiants inquiète les possédants et les autorités gouvernementales. Bailly note en août 1789 : *«Nous n'étions occupés qu'à obtenir des fonds, à les pourvoir de pain et les empêcher de se mutiner, ce dont on nous menaçait souvent».*

«LE PACTE DE FAMINE»

Les intempéries ne sont pas la seule cause de la disette : accapareurs et spéculateurs s'entendent à la créer artificiellement. Seigneurs laïques et ecclésiastiques engrangent dîmes



à Versailles, à Versailles

Marche des Parisiennes sur Versailles (Octobre 1789)

cl. BN

et champarts (1), diminuant ainsi les quantités disponibles de céréales. Les marchands de grains, gros financiers, tels les Malisset, Leleu, Doumerc, souvent sollicités par les autorités en période de crise, engageant des fonds pour le transport et l'achat du blé. Ces opérations sont sanctionnées par un contrat avec l'administration royale : des membres de l'entourage du Roi y apportent leur caution personnelle. Plus connu sous le nom de «*Pacte de Famine*», ces transactions permettent d'amasser des fortunes considérables. Embastillé 20 ans plus tôt, pour avoir tenté de dénoncer les largesses dont jouissait le négociant Malisset avec l'administration de Louis XV, le Prévôt de Beaumont, libéré par l'émeute de juillet 1789, publie un mémoire dans lequel il porte des accusations précises. Malisset donnait les instructions suivantes à ses agents : «*Voyez si, sans occasionner de disette trop amère, vous pouvez acheter telle quantité de grains à tel endroit. Quand la disette sera assez sensible dans votre canton, vendez farines et blés... Vendez avec modération, toujours à un prix avantageux... M. de Sartines nous est d'un grand secours*». (Ce dernier était lieutenant Général de Police).

Féodaux, meuniers, négociants sont intéressés à la hausse saisonnière qui atteint son maximum à la soudure (2) de printemps. La faim n'en est que plus intolérable et le peuple voue une haine inexpiable aux «*gros*», aux riches et au système qui les protège. Les cahiers de doléances ne s'en font qu'indirectement l'écho car souvent ceux qui les rédigent ne sont pas les plus atteints par la carence alimentaire. A Paris par exemple, seuls les districts des Mathurins et des Théâtrins demandent la répression de l'accaparement et la taxation des prix des denrées alimentaires. D'autres réclament des méthodes directes : perquisitions des châteaux, des fermes et des magasins. Le District des «*Enfants Rouges*» dénonce les accapareurs «*voués à l'indignation publique*». En cela, les revendications populaires s'opposent à la Bourgeoisie, qui s'affirme pour la liberté totale de la production, du commerce et des prix.

Mais en ce printemps 1789, l'unanimité se fait contre l'Ancien Régime. La crise politique et l'intense diffusion des idées nouvelles accélèrent la prise de conscience des classes populaires. La convocation des États Généraux suscite une profonde espérance : les souffrances et les inégalités vont disparaître. Cet espoir signifie avant tout le règlement du problème des subsistances. Mais la pénurie et la cherté se prolongeant, l'impatience succède à l'espoir.

Dès lors, comme sous l'Ancien Régime, on va recourir à la violence, aux pillages et aux exécutions. La Bourgeoisie a ébranlé l'Ancien Régime, le mouvement populaire le brisera.

«IL FAUT FAUCHER LA FRANCE» (Foulon de Doué)

Les «*émotions populaires*» éclatent au moment où s'effectuent les opérations électorales pour la convocation des États Généraux et que s'établissent les cahiers de doléances. Pendant l'hiver, autour de Paris, des marchés sont pillés et les marchandises taxées d'autorité. Les convois de grains sont souvent attaqués : les troupes chargées de maintenir «*l'ordre*», épuisées de courir d'un point à l'autre, laissent faire quand elles ne fraternisent pas. Les soldats, également victimes des privations, partagent les sentiments des émeutiers. Par contre lorsque le Faubourg St-Antoine se soulève contre le manufacturier Réveillon, et Henriot percepteur de droits au marché St-Antoine, la répression est sanglante : plus de 400 morts dans les rangs des émeutiers. Aussitôt, les autorités s'empressent de renforcer le ravitaillement en farine des boulangers parisiens et de ceux du faubourg en particulier.

En juillet 89, le seigle et le froment connaissent la plus forte hausse de tout le siècle. La situation devient explosive : les événements politiques en précipitent le cours : le Tiers État s'est constitué en Assemblée Nationale, mais l'aristocratie défend pied à pied ses privilèges. Plus grave, le Roi qui a fait concentrer 20 000 hommes de troupe autour de Paris compte bien disperser l'assemblée rebelle et réduire Paris par la force. L'insurrection révolutionnaire constitue alors la seule issue.

Les 11 et 12 juillet, la foule met le feu aux barrières d'octroi, symbole exécré entre tous, car c'est là que les marchandises sont taxées avant de pénétrer dans Paris. Plus de 40 postes sur 54 sont incendiés. Le 13 juillet, le couvent de St-Lazare qui recélait des réserves de grains est mis à sac. Les moines y avaient entassé de quoi charger plus de 50 voitures, qui furent transportées au marché de la Halle. Le 14 juillet, la prise de la Bastille force le Roi à capituler : il renvoie les troupes et se rend à Paris. L'émeute ne cesse pas pour autant. Le 16 juillet, lorsque Bailly inaugure ses fonctions de maire, il n'y a pratiquement plus de réserves à la Halle.

(1) Redevances en nature, prélevées directement sur les récoltes.



Un accapareur «à la lanterne»

cl. R. Viollet

C'est l'heure des règlements de comptes : Ceux qui ont trempé dans le «Pacte de Famine» sont recherchés. Le 22 juillet Foulon de Doué, conseiller d'État, à qui on attribue ces paroles : «S'ils ont faim, qu'ils mangent de l'herbe ; je leur ferai manger du foin, mes chevaux en mangent» est arrêté. Son gendre, Berthier de Sauvigny, intendant de Paris, qui s'était efforcé de limiter les arrivages de grains sur Paris, subit le même sort. Arrachés de l'Hôtel-de-Ville malgré l'intervention de Bailly et de La Fayette, ils sont décapités et leurs têtes portées au bout d'une pique. Pour protéger les propriétés, l'Assemblée Nationale organise alors une milice bourgeoise qui devient peu après la Garde Nationale. Un comité de recherches est constitué car il faut lâcher du lest face à la pression populaire qui réclame déjà un tribunal révolutionnaire ; le 2 août, le lieutenant de Police du Maire de Saint-Denis, soupçonné d'avoir caché du pain est exécuté.

Paris vit au jour le jour. Entre le 17 et le 31 juillet la ville ne reçoit que 291 sacs de farine, alors qu'il en faut 1 200 par jour. Le 21 août Paris ne dispose de pain que pour une journée. Pourtant la récolte de 1789 s'annonce excellente.

«NOUS RAMENONS LE BOULANGER, LA BOULANGERE ET LE PETIT MITRON»

Entre le 31 août et le 11 septembre, il n'y a pratiquement plus d'arrivages. Les boulangeries sont continuellement gardées par la troupe : les queues se transforment rapidement en attroupements d'émeutiers. Le 16 septembre un convoi de grains est intercepté à Chaillot par des femmes. Le 18 septembre des femmes forcent Bailly et le conseil municipal à les recevoir : «Elles disaient hautement que les hommes n'y entendaient rien et qu'elles voulaient se mêler des affaires». Dans l'Ami du Peuple Marat pose la question : «Aujourd'hui, mercredi 16 septembre, les horreurs de la disette se sont faits de nouveau sentir, les boutiques des boulangers sont assiégées, le peuple manque de pain ; et c'est après la plus riche récolte, au sein de l'abondance que nous sommes à la veille de mourir de faim... Serait-ce à la rage des ennemis publics, à la cupidité des monopoleurs, à l'impéritie ou à l'infidélité des administrateurs que nous devons cette calamité ?».

Les Parisiens associent désormais la disette à l'action contre-révolutionnaire. Les nombreuses brochures qui circulent expriment bien leur état d'esprit, comme celle intitulée

«Quand aurons-nous du pain» : «Pourquoi citoyens, La Fayette, Bailly et les Chefs de la Commune vous laissent-ils manquer de pain ? C'est pour s'engraisser de votre substance. Ces scélérats croient que vous avez trop de vivres. C'est pourquoi ils font venir des troupes pour les consommer bien vite et pour vous juguler ensuite».

Les événements politiques confirment cette conviction : le Roi refuse de sanctionner les décrets du 4 août qui consacrent la fin du régime féodal. Des mouvements de troupes sont signalés près de Paris. Ce que la Cour n'a pu réussir en juillet, ne va-t-elle pas le tenter par la famine ? Saint Priest, Ministre du Roi écrit en octobre : «Il était aisé de réduire cette ville insolente à l'obéissance par la famine». Le 5 octobre, il n'y a plus de pain dans la capitale : «Depuis lundi, les bons Parisiens ont toute la peine du monde à avoir du pain. Il n'y a que Monsieur le Réverbère (3) qui puisse leur en procurer et ils dédaignent recourir à ce bon patriote» (Le Fouet National).

Les femmes affamées du Faubourg Saint-Antoine et de la Halle forcent l'Hôtel-de-Ville et envahissent les bureaux en criant «Du Pain et des Armes» ! Formant un premier cortège elles se dirigent sur Versailles, pillant au passage des boulangeries. Peu après la place de l'Hôtel-de-Ville est investie par la foule. A La Fayette qui essaie de dissuader la multitude de marcher sur Versailles, un garde national réplique vertement : «Mon général, le peuple manque de pain, la misère est à son comble. Le comité de subsistances ou vous trompe, ou est trompé. Cette position ne peut durer : il n'y a qu'un seul moyen, allons à Versailles. On dit que le Roi est un imbécile (...). On nommera un conseil de régence et tout ira mieux». Les rangs avancés des Faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marcel qui le menacent de la lanterne, achèvent de le convaincre.

Le 6 octobre, le Roi ratifie les décrets d'août et promet l'envoi immédiat de farine. Il est contraint de venir résider à Paris sous la garde du Peuple.

(2) Période pendant laquelle les réserves de la récolte précédente s'amenuisent, alors que la nouvelle n'a pas encore été moissonnée.

(3) Il s'agit du Réverbère (ou lanterne) qui tient lieu de potence.

C'EST AUX ÉMEUTES QUE NOUS DEVONS TOUT... (Marat)

L'enthousiasme qui suit les journées d'octobre est de courte durée : la situation reste dramatique, les grains arrivent en quantité insuffisante. Entre-temps, le 29 août 1789, la Constituante avait proclamé la liberté absolue du commerce des grains. Les districts parisiens envoient une délégation se plaindre d'une loi «*funeste à l'approvisionnement de Paris*». L'Assemblée reste sourde.

Le 21 octobre un boulanger, François, ayant refusé du pain à une femme, celle-ci amène la foule qui pénètre dans la boutique et découvre du pain blanc, réservé à la consommation des députés de l'Assemblée Nationale, dont la boulangerie est voisine. Les émeutiers pendent le boulanger et portent sa tête au bout d'une pique.

Cette exécution est l'occasion pour la Constituante de voter le 22 la loi martiale qui interdit tous les attroupements. Marat proteste avec force. «*D'abord le peuple ne se soulève que lorsqu'il est poussé au désespoir par la tyrannie. Que de maux ne souffre-t-il pas avant de se venger ! Et sa vengeance est toujours juste dans son principe quoiqu'elle ne soit pas toujours éclairée dans ses effets... Et puis est-il quelque comparaison à faire entre un petit nombre de victimes que le peuple immole à la justice dans une insurrection et la foule innombrable de sujets qu'un despote réduit à la misère ?... Or à quoi devons-nous la liberté qu'aux émeutes populaires ?... C'est une émeute populaire formée aux Champs-Élysées qui a fait tomber la Bastille, conservé l'Assemblée Nationale, fait avorter la conjuration... C'est une émeute populaire formée au Marché Neuf, à la Halle qui a fait avorter la conjuration, qui a empêché la fuite de la maison royale... Suivez les travaux de l'Assemblée Nationale et vous trouverez qu'elle n'est entrée en activité qu'à la suite de quelque émeute populaire, qu'elle n'a décrété de bonnes lois qu'à la suite de quelque émeute populaire... C'est donc aux émeutes que nous devons tout*».

Plusieurs districts parisiens s'indignent de cette loi. Celui de Saint-Martin-de-Champs décide de ne plus assurer le service de la garde nationale pour ne pas être amené à tirer contre les gens du Peuple.

Progressivement, au cours du mois de novembre, le ravitaillement s'améliore : la récolte excédentaire permet de faire face à la pénurie. Une relative accalmie succède alors aux journées de 1789.

La récolte de 1790 est bonne : le prix du pain baisse. Mais les «*mécanismes*» traditionnels de l'Ancien Régime continuent de jouer : la soudure de l'été 1790 est marquée d'incidents. En juillet il arrive fort peu de farine et on vit en partie sur les stocks avariés. Les prix montent jusqu'à 11 sous les 4 livres. En août les ouvriers de la manufacture de glaces du faubourg Saint-Antoine et des ateliers publics se rendent à l'Hôtel-de-Ville pour y demander la diminution du prix du pain. Bailly prend des mesures «*afin de prévenir toute espèce d'insurrection*».

L'année 1791 renoue avec le cycle des mauvaises récoltes. Le 15 août dans le faubourg Saint-Antoine la foule pénètre dans une boulangerie et taxe le pain d'autorité. En septembre la colère s'empare de manifestants qui apprennent qu'une partie des farines stockées aux magasins de la Halle s'était gâtée, et que la municipalité pour s'en débarrasser obligeait les boulangers à la mélanger à de la farine saine, Bailly doit se rendre sur place sans parvenir à «*rétablir l'ordre*».

Le 13 novembre 1791, les 48 sections de Paris réclament contre les prix excessifs. Elles reprochent à la municipalité de peser sur les cours par des achats massifs et de stocker les grains qui se gâtent rapidement. L'Assemblée Nationale refuse de prendre ces doléances en considération.

Certaines sections prennent en charge les revendications populaires et prônent le recours à la violence. Le faubourg Saint-Antoine réclame la «*peine de mort contre les accapareurs contre les fonctionnaires publics. Mort aux conspirateurs ! Mort à ces favoris du monopole*». Près de Paris, à Palaiseau, un club populaire déclare : «*Il y a ici de la bourgeoisie, par conséquent de la morgue, de l'aristocratie. Nos bourgeois prêchent le respect pour les riches et nous apprennent, quand ils ont bien dîné, que pour bien vivre, on doit, dans l'occasion, se laisser mourir de faim*».



Une émeute de la faim. (Gravure du 19^{ème} siècle)

cl. LPF

LES TROUBLES DU SUCRE : JANVIER 1792

En janvier 1792, des gros négociants qui possèdent d'importantes réserves de sucre prennent prétexte de l'insurrection des esclaves de Saint-Domingue pour spéculer à la hausse. Parmi ces spéculateurs on retrouve d'anciens constituants tel Dandré, ancien jacobin, le banquier Laborde membre des Jacobins (*) ou Boscary, banquier et député à la Législative. La section des Gobelins les dénonce violemment : «*Qu'ils ne viennent pas nous dire que la dévastation de nos îles est la seule cause de la disette des denrées coloniales ! c'est leur agiotage insatiable qui renferme les trésors de l'abondance pour ne nous montrer que le squelette hideux de la disette. Ce fantôme alarmant disparaîtra à vos yeux si vous faites ouvrir les magasins immenses et clandestins établis en cette ville dans les églises, dans les jeux de paume et autres lieux publics. Étendez vos regards jusqu'au Havre, Rouen et Orléans, et vous acquerrez la certitude que nos magasins renferment au moins pour quatre années de provisions de toutes espèces*».



La pénurie de pain à Paris.

C'est contre eux et leurs magasins que se dirige la foule en colère. Les émeutes durent une semaine. Le vendredi 20 janvier le magasin de Dandré est investi par les habitants du faubourg Saint-Marceau et le prix du sucre taxé. Le magasin de Boscary est menacé par un attroupement considérable. Pétion (4) doit intervenir en personne. Le 23, des rassemblements sont signalés dans les rues du faubourg Saint-Marceau. Les magasins sont pris d'assaut et la garde nationale est impuissante. Le 24, l'émeute reprend dans les faubourgs Saint-Denis, Saint-Antoine et Saint-Martin.

En février, l'agitation persiste. La foule s'oppose par la force à l'évacuation hors de Paris de voitures chargées de sucre et de café. Plusieurs assauts sont tentés le 14 et le 15 contre le magasin de Monnery. Le sucre dont le peuple parvient à s'emparer est taxé et vendu de 25 à 30 sous la livre. Finalement la troupe amenée par Pétion disperse la foule.

Le rapport fait par le département de Paris précise que «cette émeute fut sérieuse et rassembla un grand nombre de manifestants, les femmes qui étaient en majorité dans le faubourg, s'y montrèrent particulièrement agissantes». «C'était surtout les femmes qui étaient les plus animées... Elles voulaient aller à la caserne, la forcer, y chercher de vive force les canons du bataillon et les faire servir contre la maison Monnery».

Un témoin remarque «un grand nombre de ces blanchisseuses qui souffraient d'être privées de sucre pour leur café et qui formaient un gros contingent de travailleuses dans le faubourg; mères de famille, veuves aux foyers misérables, toute cette importante population féminine devait tout naturellement se trouver portée à une émeute de cette sorte».

Le Peuple de Paris a fait de grandes «journées révolutionnaires»; mais ses propres revendications n'ont pas été satisfaites et le pain quotidien reste au centre des préoccupations populaires. Pire, le libéralisme économique, institué en 1789, qui livre au jeu de la libre concurrence les denrées de première nécessité, aggrave ses conditions d'existence. Hébert, dans *Le Père Duchesne*, exprime à sa façon cette contradiction : «Il y a un tas de jean-foutres qui sont à la tête de l'opinion publique, qui ont l'air de servir les intérêts du peuple, qui le caressent d'une main et qui lui foutent des coups de l'autre... Comment ! On aura écrasé la noblesse, les parlementaires le clergé, et ceux-là seraient épargnés... Un jour viendra que la fureur du peuple, montée à son comble leur fera sentir les effets d'un terrible, mais juste châtement... Les bougres de malins ont eu l'air de se mettre à la tête de la Révolution, disant que c'est la liberté qu'ils défendaient, tandis que c'était leur or».

Le 10 août 1792 une seconde révolution renverse la Monarchie et les Sans-Culottes installent la Commune insurrectionnelle à Paris. Les citoyens «passifs» exclus de la vie politique par le Suffrage censitaire (5) entendent alors accéder à la direction des affaires politiques pour faire appliquer leur programme : du pain pour tous et à juste prix.

D. AULOY et M. XERIS

(4) Pétion a succédé à Bailly, à la mairie de Paris.

(5) Pour pouvoir voter, il faut payer une contribution en espèces : le cens.

(*) Le club des Jacobins fut fondé en 1789. Constitué de députés patriotes, le club s'était installé rue Saint-Honoré, au couvent des Jacobins d'où son nom.

Faites connaître ce numéro du "Peuple Français" !

Des Comités d'Entreprises, des Bibliothèques de quartiers et des Lycées, des Maisons de Jeunes se sont abonnés. Imitiez-les pour nous soutenir. Faites circuler le Peuple Français sur votre lieu de travail.

LA GREVE GENERALE DE NOVEMBRE 1938

Depuis le début de l'année 1938, avec la rupture du Rassemblement populaire (1), le Front populaire agonise. En avril, les Radicaux prennent en main les affaires de l'État. Le 13, le Président du Conseil, Daladier, obtient les pleins pouvoirs financiers qui avaient été refusés quelques temps auparavant au socialiste Léon Blum. Par décrets successifs, le gouvernement empiète sur les acquis ouvriers de 1936 en autorisant la hausse des prix, en instaurant en août les heures supplémentaires dans l'aviation, puis dans les industries de défense nationale. « *Danger de guerre* », bien sûr...

Le 30 septembre 1938, la France et l'Angleterre signent avec l'Allemagne le traité de Munich, brisant l'accord militaire qui les unissait à l'URSS (1935) (2), et à la Tchécoslovaquie. L'Allemagne nazie a les mains libres.

A la fin de l'été Daladier met au point un plan de redressement qui « *vise à remettre la France au travail* ». Le 12 novembre, le gouvernement publie une nouvelle série de décrets-lois qui attaquent essentiellement le principe des 40 heures et prévoient des mesures répressives contre les réfractaires aux heures supplémentaires, une augmentation des taxes sur les produits de consommation courante et des tarifs des transports, etc... (3).

Paul Reynaud, ministre des finances, déclare : « *Nous faisons appel à toutes les classes, à tous les Français. Chacun doit collaborer au redressement du pays, d'après ses ressources, d'après ses capacités* ». Il ajoute que les décrets-lois mettent en place « *un régime plus libéral pour le travail* ». Le congrès de la CGT, qui s'ouvre à Nantes le même jour, va être le théâtre de violents affrontements. L'esprit de la réunification (4) semble loin. La non intervention en Espagne, la rupture du Front Populaire, Munich ont accentué les divergences. La tendance « *Syndicats* » demande la disparition des cellules communistes des lieux de travail et approuve la signature des accords de Munich. Majoritaires, les « *centristes* » regroupés autour de Jouhaux suivent la SFIO et préparent un plan de redressement de l'économie. Dans les votes des motions, ils seront rejoints par les anarcho-syndicalistes et les « *pivertistes* » (5). Les ex-unitaires, de plus en plus isolés, et attaqués de toutes parts, arriveront cependant à faire voter à l'unanimité une motion appelant à la lutte contre les décrets-lois et qui répond au souhait de très nombreuses sections syndicales.

En fait, devant ces contradictions, cette motion se limite à la décision d'organiser une journée de lutte le 26 novembre, sans en préciser davantage les modalités. Pourtant la Vie ouvrière, hebdomadaire de la CGT appelle ces journées le « *congrès de l'unité* ».

LA RIPOSTE DES TRAVAILLEURS : LES MOUVEMENTS DU 21 NOVEMBRE

Dix jours après les décrets-lois, le patronat commence à appliquer les premières mesures touchant aux horaires de travail. La riposte ouvrière est immédiate mais ponctuelle.

Le 21, au matin, des débrayages ont lieu, sans consigne syndicale. Chez Hutchinson à Puteaux, et à Aubervilliers chez Kuhlman à Wattrelos, chez Saint-Gobain à Wasquehal, aux établissements Cail à Denain, aux raffineries de Donges, les ouvriers répondent aux modifications d'horaires en occupant les locaux. Des gardes mobiles cernent ces usines et forcent les piquets de grève. Aux établissements Cail, les ouvriers expulsés sortent en chantant l'Internationale ; par solidarité, les ouvriers des aciéries Denain Anzin occupent leurs ateliers dans l'après-midi. Aux usines Saint Gobain, les grévistes ouvrent les vannes du réservoir de Chlore afin de rendre l'atmosphère irrespirable.

Le lendemain, l'ensemble de la presse rend compte discrètement de ces mouvements et minimise les incidents.

Mais les occupations font tache d'huile. Une grève générale est organisée par les métallos de la région de Valenciennes mais elle est désapprouvée par la direction confédérale de la CGT (encadré 1).

Dans la région parisienne, chez Renault, le 24 la grève et l'occupation sont votées à main levée contre les changements d'horaire et le licenciement de trois délégués syndicaux. Toute la soirée, c'est l'affrontement avec 100 pelotons de gardes mobiles et 1500 agents de la police parisienne. Les bagarres sont violentes. Les 2500 grévistes, retranchés dans l'Ile Seguin en sont chassés par une charge de la police aidée de la brigade des gaz. 28 000 ouvriers sont lock outés le lendemain. 294 inculpés seront traduits en correctionnelle. La grève est importante aussi dans la chimie, notamment à Rouen où 3 600 ouvriers occupent leurs ateliers. L'évacuation des usines donne lieu à de violents incidents. On estime le nombre de grévistes à 8 à 10 000 pour l'ensemble de la chimie.

Mais ces mouvements ne sont pas soutenus sauf localement comme à Valenciennes.

Le 22, l'Humanité titre « *Attention aux provocations* » et le Peuple, quotidien de la CGT, appelle à la discipline pour ne pas nuire à la préparation de la journée nationale d'action dont les modalités ne sont toujours pas fixées.

(1) Officiellement constitué le 14 juillet 1935, le Rassemblement Populaire est un rassemblement collectif des directions des organisations de gauche, créé à l'initiative du C.V.I.A Comité de Vigilance des Intellectuels Anti fascistes. Il regroupe à la fin de l'année 1935 une centaine d'organisations dont le PCF, la SFIO, l'Union Socialiste Républicaine, le Parti Radical, la CGT, la CGTU, etc...

(2) L'URSS, à son tour, opérera en août 1939 un renversement diplomatique : elle signera avec l'Allemagne nazie un pacte de non agression et des accords commerciaux.

(3) voir Peuple Français N° 26

(4) La CGT, proche des socialistes, et la CGTU, proche des communistes fusionnent en mars 1936

(5) La tendance « *Syndicats* » regroupe les anti communistes.

Les Pivertistes sont des socialistes révolutionnaires, regroupés autour de Marceau Pivert, dirigeant de la SFIO, qui déclara en 1936 : « *Tout est possible* ». Ils seront exclus de la SFIO au congrès de Royan en mai 1938 et fonderont le parti socialiste ouvrier et paysan en juin 1938.

cl. coll. part.



Un car de police lapidé par des manifestants

LES MOUVEMENTS DU 21 DANS LE NORD

Le 23 à Valenciennes, 18 000 ouvriers occupent. Pour *«répondre à certains bruits colportés et pour éviter tout malentendu, l'Union des métaux (de Valenciennes NDLR) tient à rappeler qu'elle était prête à attendre l'action générale de la CGT, mais que c'est à la suite de la mesure patronale licenciant 600 ouvriers de chez Cail, qui, fidèles à la résolution du congrès confédéral de Nantes ont refusé de faire 48 heures et de travailler le lundi 21 novembre, que la commission exécutive répondant à la volonté des métallurgistes a décidé de passer à l'action pour soutenir les ouvriers de Denain».*

La fédération des métaux répond à celle de Valenciennes et recommande : *«d'attendre la décision de la CGT et de ne déclencher aucun mouvement prématuré qui puisse nuire à la discipline syndicale et au succès de la grève générale».*

Mais à Valenciennes, la grève continue de s'étendre. Elle touche les mineurs (Douchy, Anzin, Vieux Condé) qui ne s'en tiennent pas aux consignes syndicales nationales. A Wasquehal où les mineurs ont débrayé au fond des fosses, un délégué intervient pour faire respecter la discipline syndicale et les décisions de la fédération nationale du sous sol.

La moitié des grévistes reprend le travail.

«Au bureau du syndicat des mineurs du Pas de Calais (...) on insiste énergiquement auprès de tous les ouvriers pour respecter les instructions de la fédération nationale et ne répondre à aucune invitation à la cessation de travail avant que l'ordre ne soit transmis par le syndicat».

L'opposition entre les ouvriers syndiqués et leurs dirigeants n'a pas empêché que dans le Nord les *«mouvements du 21»* soient importants.

A Denain, aux usines Escaut et Meuse, les grévistes soudent les portes des hangars et se défendent à l'aide de lances à incendie. Aux forges, plusieurs milliers de personnes se massent autour de l'usine quand 2000 gardes mobiles évacuent les 4000 grévistes. Avec les mineurs et les métallos venus à leur aide, ils vont occuper la gare d'Anzin. A Valenciennes, les ouvriers de l'usine Tubes réinvestissent les lieux dans la nuit, et les métallos assaillent des camions de gardes mobiles. Il y a plusieurs blessés de même qu'à Anzin où les gardes mobiles tirent.

LA PRÉPARATION DE LA GREVE

Le 25, en prévision de la journée nationale d'action du 26, les cheminots se réunissent à la Bourse du travail à Paris et quoiqu'ils fassent l'objet de réquisitions, ils se déclarent prêts à l'action. Leur détermination influence la commission administrative de la CGT qui décide finalement la grève générale pour le 30 novembre.

Il aura fallu 13 jours, 13 jours de grèves ignorées dont le bilan est lourd : usines évacuées, ouvriers blessés, ouvriers déçus par l'attitude des fédérations et qui ont repris le travail aux conditions fixées par les patrons.

L'annonce de cette journée rassure les militants. La grève votée, la CGT en précise immédiatement les limites. Elle *«ne prendra pas un caractère révolutionnaire ou non contrôlée; elle sera un mouvement d'ordre et d'honnêteté».*

La tendance Syndicats se déclare contre la grève. Les centristes essaient de négocier avec le gouvernement l'abandon de la grève générale contre l'abrogation d'une partie des décrets lois. Mais Paul Reynaud sera intransigeant : *«Faire échouer la grève générale est vital».* Tout en soutenant l'action, les ex-unitaires redoutent la répression. Certains appliqueront même, dès la veille de la grève générale, les premières mesures de vie clandestine. Quant au PCF, il met en garde *«tous les travailleurs contre toute diversion, contre toute provocation, destinée à provoquer les incidents qui seraient exploités pour frapper les organisations de la classe ouvrières».* Il a lancé d'autre part la politique du *«front des Français»* qui se résu-mera dans ce programme : *«Oui les Français peuvent s'unir (...) pour mettre la France au travail en contraignant les capitaux à s'investir dans la production, à équiper techniquement notre pays et à créer par cela même les éléments d'un essor économique qui donnerait du travail aux ouvriers, des clients aux commerçants, des débouchés aux paysans, des carnets de commande aux industriels et des rentrées supplémentaires d'impôts à l'État. Ils peuvent s'unir pour assurer le maintien des conquêtes sociales et exiger que les sacrifices que les travailleurs sont prêts à consentir ne soient pas sources de profit pour les grands capitalistes, mais une contribution au relèvement de la nation»* (Cahier du Bolchévisme février 1939)

On comprend le manque de préparation de la journée du 30 et pourquoi les mouvements du 21 n'ont pas été popularisés. De son côté, le pouvoir ne perd pas son temps. Il met en place un dispositif répressif. Dans le Nord, des concentrations de troupes ont lieu. A B Valenciennes, un tribunal militaire est organisé pour juger les cheminots de Denain-Anzin, réfractaires aux réquisitions (il ne siégea pas semble-t-il).

Les réquisitions s'étendent progressivement. Après les agents des chemins de fer le 25, ce sont les traminots, et les services publics dans leur ensemble le 28. Daladier cable aux préfets : *«La cessation de travail constitue une faute grave. Elle exposerait ceux qui la commettent à la révocation. Aucune autorisation d'absence individuelle ne sera accordée.»*

Des troupes sont acheminées vers la région parisienne. Le 29, en banlieue, les agents portent le casque. *«La garde à cheval a patrouillé toute la nuit»*. Les gares parisiennes sont occupées par la troupe dans la nuit du 29 au 30. Dès 3 heures du matin, six régiments contrôlent le métro parisien. (voir encadré 2). Des gardes mobiles bivouaquent devant les mairies et les usines de banlieue et des blindés et des patrouilles à cheval circulent.

Il en est de même un peu partout en province. Selon le journal, *«Le Cantal ouvrier et paysan»*, du 3 décembre 1938, : *«Dans le Cantal, tous les aiguillages étaient gardés militairement, les ponts, les tunnels, les viaducs étaient abondamment pourvus de soldats, baïonnettes au canon»*.

Le pouvoir et le patronat sont prêts à l'affrontement attendu depuis 1936.

LA JOURNÉE DU 30

Dès le matin et durant toute la journée, les grévistes vont se trouver en butte à toutes ces formes de répression. C'est le blocus sur l'information. A la radio, on annonce que tout est calme mais certains communiqués sont tronqués comme celui de l'agence Havas, retranscrit par Radio 37. Les phrases entre parenthèses ont été censurées. *«Toulouse, la ville est calme. Aucun trouble dans les trafics ferroviaires et postaux (les autos des postes sont convoyées par les gendarmes) ; des gardes mobiles (et des soldats) assurent le service d'ordre à l'Office de l'Azote (un service d'ordre est assuré dans les grandes artères, les gares et les PTT par la gendarmerie). Les magasins sont ouverts (les journaux locaux n'ont pas paru).»*

Des ouvriers tentent de résister aux réquisitions comme à Paris, mais dans les transports ils reprennent en début de matinée. Dans le métro, des ouvriers qui s'opposent aux réquisitions sont arrêtés (10 à la Porte de Charenton, 7 à Porte Dorée, 3 à Mairie d'Ivry). Les responsables syndicaux donnent l'ordre de reprise vers 5 H. 30. Dans les bus, des dépôts sont occupés et les jaunes font circuler les bus. A 9 H, c'est la fin de la grève.

Avec un tel quadrillage policier, Paris sera calme. En banlieue, la grève est forte dans les usines nationalisées de l'aviation et dans le bâtiment. Certaines usines sont fermées comme Renault et Talbot. Des incidents ont lieu à Chaussou et à Hispano.

Dans les postes, à Nice, Marseille, Grenoble, la grève est totale. Les ouvriers du gaz et de l'électricité de Lorient et de Brest outre passent les consignes syndicales (ce secteur ainsi que les hôpitaux devaient rester en fonction) et cessent le travail. Dans les grands ports, des marins affrontent la police et les *«jaunes»* souvent jusqu'au soir.

Dans la métallurgie, la chimie, le bâtiment, dans les chantiers navals, le textile, le mot d'ordre est plus largement suivi. Les occupations sont fréquentes. Dans les grandes entreprises où les syndiqués sont nombreux, la mobilisation est plus forte. Par contre, dans les petites usines, dans les bureaux, dans l'enseignement supérieur et secondaire, la grève est peu suivie. Dans le primaire, le mot d'ordre est appliqué à 80 % selon les régions.

Dans les mines, l'influence de la CFTC (qui est contre la grève et de la SFIO et par ailleurs les menaces d'expulsion contre les travailleurs étrangers entravent le mouvement. Malgré les consignes d'ordre données par le syndicat, des mani-

festations ont lieu. A Saint Nazaire, des ouvriers des Chantiers poursuivent les policiers jusqu'au commissariat et conspuent le maire SFIO qui les appelle au calme. A Dunkerque, où la grève des métallos dure depuis deux jours, les manifestants obtiennent la libération d'un emprisonné. A Roubaix, des ouvriers provoquent des embouteillages. A Toulouse, les manifestants font fermer les magasins. De même à Clermont Ferrand où les affrontements sont violents (encadré 3). A Toulouse, les bagarres durent jusqu'à 20 heures. A Lille Roubaix Tourcoing, 40 usines sont évacuées.

Les grévistes ont souvent tenu le pavé toute la journée, pris des initiatives face à la répression mais sans perspective, sans préparatif. *«A bas les décrets de misère»*, *«Daladier démission»*, mais aucune consigne syndicale n'avait été donnée.

LE CRI DE LA REVANCHE

Au soir de cette journée, Daladier crie victoire : *«J'ai le droit de dire que le 30 novembre restera en effet une date historique par l'échec total de la grève générale. J'avais dit que je ferais respecter l'autorité de l'État républicain ; elle l'a été.»*

Le patronat se réjouit : *«L'échec d'une expérience qu'il n'est pas excessif de qualifier de révolutionnaire rend plus impérieux encore le devoir du gouvernement de profiter sans hésitation des possibilités d'agir que donne une autorité accrue»* (Agence économique du 1er décembre 1938). Léon Blum parle aussi d'échec : *«...A la fin de cette triste journée, en contemplant le champ de bataille, je n'aperçois donc pas d'autres vainqueurs que la réaction qui pousse déjà son cri de triomphe»*. L'Humanité titre *«A Paris et en province, la grève générale contre les décrets de misère fut un magnifique mouvement»* et insiste sur l'ordre et la discipline ouvrières.

Dès le lendemain, le pouvoir frappe. Les procès sont nombreux et les sanctions sévères, notamment dans les villes où ont eu lieu des bagarres. Les peines de prison ferme iront jusqu'à 3, 4 et parfois 8 mois. 255 ouvriers de Renault sont condamnés de 8 jours avec sursis à deux mois de prison ferme. Dans l'Éducation nationale, le ministre Jean Zay retire huit jours de salaire à tous les grévistes. Les locks out, les licenciements collectifs temporaires, les renvois purs et simples, les mises à pied sont nombreux. Une estimation chiffrée est difficile à donner, les chiffres étant différents selon les journaux. Les Cahiers du Bolchévisme estiment qu'il y a eu 500 000 locks outés. Le Populaire du 2 décembre écrit *«qu'il y a plus d'un demi million de locks outés dans la métallurgie, des centaines de milliers dans le textile, 100 000 dans la seule région parisienne ; on pourrait estimer à 1,5 million de travailleurs frappés par les mesures patronales ou gouvernementales»*. Selon Delmas, dans la Chronique syndicale, *«Le gouvernement évalue à 800 000 le nombre de licenciements temporaires ou définitifs effectués dans les usines privées à la suite du 30 novembre»*.

Si la consigne de reprise est en général suivie, dans certains centres industriels de violents mouvements éclatent contre la répression, contre la fermeture des usines, contre les décrets lois qui ne sont pas abrogés et ce malgré les partis de gauche et la CGT qui ne placent la riposte que sur le terrain parlementaire.

A Nantes, Saint Nazaire, les chantiers sont réoccupés dès le 1er décembre. Dans l'après-midi, les trams et les bus sont arrêtés. Des travailleurs de l'alimentation, de la métallurgie, de la chimie suivent le mouvement. Les ouvriers barricadent le pont des Chantiers. Des heurts violents se poursuivent avec les gardes mobiles. Grèves et bagarres dureront encore 8 jours. Le 6 décembre, la préfecture admet que moins de 30 %



Bouclage des usines Renault

cl. R. Viollet

CLERMONT – FERRAND : LA SEULE VILLE EN ETAT DE REVOLUTION

Le Cantal républicain du 2.12. 1938

Le 29 novembre, la direction de Michelin fait afficher : *« La grève de demain, c'est de la politique. La direction ne fait pas de politique, l'usine chômera mercredi ».*

Un tract syndical répond, reprenant le symbole de la firme : *« Bibendum s'est dégonflé ».*

Mais, dans la soirée, l'usine est réquisitionnée par le gouvernement : *« Les usines devront rouvrir à 5 h le 30 novembre ».*

Drapeau rouge en tête, l'équipe de nuit quitte le travail à 4h 30. Les piquets de grève se mettent en place aux portes. A 8h, un cortège d'ouvriers de plusieurs entreprises se forme parcourt la ville, fait fermer les magasins, bloque l'entrée des bureaux de Michelin.

Les manifestants font le siège de la poste, les fonctionnaires étant réquisitionnés. A 7h 30, à 6000, ils bloquent avec succès la voiture devant transporter le courrier à la gare. A 8h, les Gardes mobiles arrivent. Des barricades se dressent. Les responsables syndicaux tentent de calmer les esprits. A 9h 30, le préfet du Puy de Dôme fait suspendre la distribution du courrier. On démonte les barricades. Les postiers sortent entre deux rangs de gardes mobiles, poing levé et en chantant l'Internationale (d'après la Montagne du 1.12.1938) Les traminots qui n'ont pas non plus suivi l'ordre de réquisition se joignent aux manifestants. Aucun transport public ne fonctionne de la journée. Vers 13h, à la reprise du travail, des bagarres éclatent devant l'imprimerie de la Banque de France. Vers 15h les manifestants veulent investir la gare pour empêcher les transports de troupes, mais elle est occupée par le 92^e RI et des formations coloniales.

Dans la soirée, des renforts de troupe venus de Saint Etienne dispersent les derniers manifestants.

Toute la journée, les manifestants ont été dans la rue, se rendant tour à tour où se trouvaient les travailleurs réquisitionnés.

« On avait distribué aux soldats 30 cartouches contre des ouvriers français coupables de vouloir défendre leur pain ».

De nombreuses arrestations ont lieu. Le procès se tient le 28 janvier 1939. 14 inculpés auront de 15 jours à 4 mois de prison ferme, 2 secrétaires syndicaux de l'alimentation auront un mois et huit mois fermes.

du personnel travaille à Saint Nazaire. Mais c'est l'isolement, l'essoufflement, puis la reprise aux conditions des patrons.

A La Rochelle, la riposte est victorieuse. Dockers, inscrits maritimes et pêcheurs empêchent tout licenciement. A Toulouse, jusqu'au 5 décembre, les incidents sont nombreux et les manifestations violentes. A Lille Roubaix Tourcoing, 13 usines textiles sont occupées depuis le 1er décembre. Mais partout le patronat refuse de discuter avec les sections syndicales.

Dans certains cas, les conventions collectives sont remises en cause : les avantages à l'ancienneté sont supprimés, l'ordre patronal est renforcé dans les usines.

Jouhaux déclare le 9 décembre : *« Même après la vague de répression, nous sommes prêts à envisager la collaboration dans le sens qu'exige l'intérêt du pays (...). Il n'y a pour nous qu'un devoir : servir la classe ouvrière que nous représentons: Si ce devoir exige que demain des pourparlers soient repris avant même que les sanctions disparaissent, nous les reprendrons dans l'intérêt des ouvriers ».*

L'euphorie du Front Populaire est loin. Les ouvriers les plus combattifs ont essayé, seuls, et désorientés de sauvegarder les acquis de 36 menacés.

La faiblesse ou l'inexistence de la riposte de la CGT, du PCF et de la SFIO, le désarroi de nombreux militants conduisent à un grand découragement. Les effectifs syndicaux s'écroulent : la CGT ne compte plus que 2,5 millions de membres à la fin de 1938 contre 4 millions au début de l'année 1937.

L'amertume est d'autant plus grande que c'est le programme du Front populaire qui s'envole en fumée. Le *« Pain, paix, liberté »* de Juin 36 est remis en cause.

Petit à petit, le *« prix du pain »* revient à ce qu'il était en 1936, les *« libertés »* nouvellement acquises sont bafouées (atteintes progressives au droit de grève, à la liberté syndicale...). Quant à la *« paix »*, la victoire fasciste en Espagne, l'invasion de la Tchécoslovaquie, le nazisme en Allemagne et en Italie la repoussent chaque jour un peu plus.

« Si l'expression du Front populaire se déroulant dans le cadre de la société capitaliste et du régime parlementaire venait à échouer, cela ne compromettrait en rien la cause du socialisme. Cela prouverait seulement qu'il n'y a rien à attendre de la société actuelle et qu'il est impossible de l'amender du dedans » Léon Blum *« L'exercice du pouvoir »*

Martine BENOIT

Sources : Journaux d'époque

PROPAGANDE POLITIQUE DANS LES MANUELS SCOLAIRES



Un guerrier franc

Nous publions ci-dessous l'essentiel du texte que nous a envoyé une lectrice parisienne, où est analysé le contenu d'une même leçon d'histoire dans un manuel d'avant 1914 et dans un manuel de 1944.

Écrire et enseigner l'histoire vont de pair. Souvent, trop souvent, au lieu de transmettre un vrai savoir, qui permet de connaître le monde où l'on vit, (et d'y vivre !) l'enseignement de l'histoire, surtout dans les petites classes, est apparu comme un endoctrinement insidieux.

AVANT 1914 : ON PRÉPARE LA REVANCHE

En janvier 1871, la France est vaincue dans la guerre qui l'opposait à l'Allemagne, et se trouve amoindrie : outre les désastres de la guerre, elle doit supporter la perte de l'Alsace et du nord de la Lorraine. Au début du siècle, les puissances européennes se heurtent au cours de leur expansion coloniale : les intérêts allemands et français s'affrontent, notamment au Maroc. Souvenir de la perte de l'Alsace-Lorraine, concurrence économique et militaire, incidents marocains : tout cela contribue à raviver ou susciter dans la population française des sentiments anti-allemands. Cette montée du nationalisme, au début du XX^{ème} siècle, tend à détourner en partie l'opinion publique des préoccupations sociales. Un des lieux privilégiés où se cimente *«l'unité nationale»* contre l'Allemagne est l'école.

Les programmes y présentent l'Allemagne comme *«l'Ennemi»*. Voyons, en effet, comment procède un manuel du cours élémentaire : *l'Histoire de France*, de D. Moustier, qui en est à sa sixième édition en 1909. On y étudie la grande migration qui, 1 600 ans plus tôt (et même avant), amena des populations nouvelles en Europe occidentale, sous le titre : *«Les invasions barbares»*. L'auteur — pour rendre la situation plus actuelle et aider ainsi l'imagination des enfants à reconstruire ces faits un peu lointains — écrit : *«Parmi les ennemis, les plus redoutables étaient ceux qui habitaient sur la rive droite du Rhin, c'est à dire l'Allemagne d'aujourd'hui, qui s'appelaient alors la Germanie»*. Et il enchaîne par un portrait de ces guerriers terrifiants : *«Les Germains étaient encore barbares. Blonds, grands, vigoureux, ils n'aimaient que la guerre et vivaient du butin conquis sur l'ennemi... Ils considéraient le travail comme déshonorant»*.

Guerre, barbare, ennemi, conquête, pillage : toute la leçon sur les *«invasions des barbares»* est pleine de ce vocabulaire. L'auteur n'hésite pas à se répéter dans des paragraphes successifs sur les *«mœurs des barbares»*, ou sur la conquête de la Gaule par la peuplade germanique des Francs, présentés comme des *«barbares vêtus de peaux de bêtes»*. Cette agressivité bestiale qu'il leur attribue continue à se manifester dans l'Au-Delà, puisqu'au paradis des Barbares, *«on passait encore son temps à se battre et on se reposait de la guerre dans de longs*

festins, au cours desquels on buvait de l'hydromel dans le crâne des ennemis». Barbare-ennemi-germain : l'élève ne peut manquer d'associer ces mots. Ce petit écolier, devenu soldat, partira en guerre en croyant qu'il va faire triompher la civilisation sur la barbarie.

1940 - 1944 : ON PRÊCHE LA COLLABORATION

Quelques décennies plus tard, la situation a bien changé, et les livres d'histoire aussi. En 1940, le gouvernement du maréchal Pétain accepte la défaite. On cherche des accommodements avec l'occupant. L'Allemagne d'Hitler n'est plus la barbare ennemie, mais la puissante partenaire, exemplaire de travail et d'ordre.

Regardons ce que deviennent les *«hordes de barbares germains»* de la génération précédente, dans la *Petite Histoire du Peuple Français* de H. Pomot et H. Besseige, publiée en 1944 par les Presses du Massif Central.

Dès le titre du chapitre, nous sommes avertis : il s'agit des *«Germains»* et non plus des *«Invasions barbares»*. Les auteurs tracent des Germains un portrait qui n'est pas sans évoquer une propagande courante à l'époque : *«Ils avaient la taille haute, les cheveux blonds, les yeux bleus, la peau blanche. C'étaient des guerriers très braves»*. Tout à fait les Aryens tels que les présentait Hitler. Ces Germains, qui *«voulurent à leur tour manger le bon pain et boire le bon vin de chez nous»*, quittèrent leur pays inhospitalier et vinrent *«s'installer dans notre pays»*. Les mots : *«invasion»* et *«conquête»* n'apparaissent pas dans ce texte, et encore moins ceux de *«guerre»* et de *«résistance»*. Les Germains viennent seulement, en toute fraternité dirait-on, profiter du confort gaulois. Ils s'établissent en Gaule et se civilisent : *«Peu à peu, ils imitèrent les Gaulois en tout... Ils apprirent les belles manières et le beau langage»*. Cette installation des Germains en Gaule est aussi profitable aux Gaulois. Ceux-ci, nous dit-on, *«n'aimaient plus travailler»* et *«n'aimaient plus être soldats»* ; au contact des Germains, ces *«rudes soldats»*, ils retrouvent leurs qualités : *«Les Gaulois perdirent leur mollesse et devinrent courageux et disciplinés»*.

Une collaboration très positive, en quelque sorte, et dont les traces subsistent, puisque les auteurs poursuivent : *«Eh oui, du sang germanique coule dans les veines de certains petits écoliers français d'aujourd'hui. Paul a les yeux bleus, les cheveux très blonds. Qui sait s'il ne descend pas d'un lointain ancêtre venu des forêts de Germanie ? (...) Aujourd'hui, n'est-ce pas, les petits-fils de ces guerriers s'entendent fort bien avec les petits-fils des Gaulois et des Romains. Tous sont de bons Français»*.



Les Mérovingiens



Saint Loup arrête Attila aux portes de Troyes

Une illustration de la leçon renchérit, qui présente l'ancêtre de l'écuyer : « *Votre 19ème grand-père, un Germain* ».

Cette façon de présenter les faits véhicule des thèmes de la propagande pétainiste, et des justifications de la collaboration : sympathie pour les Germains ; glorification du goût pour le travail et du courage militaire de ceux-ci ; description avanta-

geuse d'un type physique ; insistance sur la solidarité « *raciale* » de la France et de l'Allemagne, etc.. Nous sommes bien loin des « *invasions barbares* » et des images sanglantes qui étaient offertes aux parents et grands-parents des écoliers de l'Occupation. De tels livres de classe ne sont pas innocents.

Danièle POUBLAN

QUELQUES CITATIONS : UNE AUTRE PERSPECTIVE

« *Peuple barbare : peuple non civilisé, c'est-à-dire qui ne possède pas la science, la richesse, la politesse et surtout la vertu* ».

« *Fléau de Dieu : le fléau est l'instrument dont on se sert pour battre le blé, de même Attila était un instrument dans la main de Dieu pour punir les nations* ».

HISTOIRE DE FRANCE, cours élémentaire,
par une réunion de professeurs, Paris, Librairie Générale.
(Manuel catholique d'avant 1914).

« *Au physique, les Francs ressemblaient assez aux Gaulois ; ils avaient comme eux le teint blanc, les yeux bleus, les cheveux roux* ».

HISTOIRE DE FRANCE, cours moyen développé,
par M. Guiraud, Paris, J. de Gigord, 1925.

Cet article a été écrit à partir de deux manuels particuliers. Les « *historiens* » d'école primaire disposent en réalité à chaque époque d'un certain nombre de possibilités de choix. Ainsi, avant 1914, d'autres rédacteurs de manuels restreignent (déjà) les « *Invasions germaniques* » à l'arrivée des Francs en France, leur (future mais véritable) patrie. Dans ce cas, le « *barbare cruel* » devient Attila, fléau de Dieu et représentant absolu du « *péril jaune* », un des thèmes favoris de la propagande coloniale occidentale depuis la révolte des Boxeurs chinois, en 1901. Ces auteurs, plus « *heureux* » que ceux évoqués ci-dessus, n'ont pas eu à réviser leur bourrage de crâne : la récupération des Francs par l'Histoire de France pouvait servir les intérêts de la IIIème République comme ceux de l'État Français pétainiste.

La rédaction

BULLETIN D'ABONNEMENT (Le numéro 01 est encore disponible)

2

☐ Je me réabonne

☐ J'abonne M.

☐ Je m'abonne Nom

Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Profession

☐ Je m'abonne à partir du n° Un an 20 F — Soutien : 25 F — Étranger : 25 F.

☐ Pour tout changement d'adresse joindre 1 F. Merci — (Indiquez l'ancienne adresse).

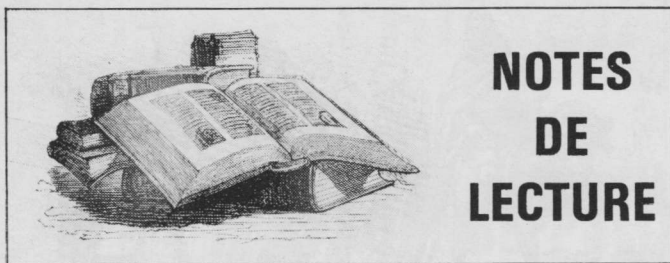
☐ Je souscris un abonnement diffusion (90 F)

(5 exemplaires par trimestre)

☐ Par avion sur demande :

☐ Je désire recevoir les numéros

Adressez vos chèques à :
LE PEUPLE FRANÇAIS
BP 26 - 92190 MEUDON



NOTES DE LECTURE

Ils ont recommandé le n° 1 du **PEUPLE FRANÇAIS**.
Nous tenons à les en remercier :

Apre-Hebdo, revue d'écologie, janvier 78.
Charlie-Hebdo, dans un article de Wilhem, janvier 78.
La Dépêche d'Évreux, (qui nous a déjà consacré sa «une» à l'automne 77), en février 78.
L'Écho de la Presse et de la Publicité, dans sa rubrique «Nouvelles publications», janvier 78.
L'École Émancipée, revue syndicaliste et pédagogique, dans un article intitulé «Pour que vive l'Histoire Populaire».
Le Magazine Littéraire, dans un article d'Y. Frémion, décembre 77.
Le Monde Diplomatique, dans la revue de presse d'Y. Florenne, février 78.
Les Nouvelles Littéraires, dans deux articles de J.M. Borzeix et G. Anquetil, janvier et février 78.
Politique-Hebdo, janvier 78.
L'Union Pacifiste, février 78.
Vent d'Ouest, mensuel des Paysans Travailleurs, février 78.

Claude Dupont, au cours de l'émission «Matinales», diffusée sur France-Culture tous les jours de 7 h. à 8 h. a chaleureusement parlé du Peuple Français (mardi 10 janvier 78).

L'équipe du Peuple Français tient également à remercier les nombreux lecteurs et abonnés qui nous soutiennent financièrement et tous ceux qui contribuent à la diffusion de la revue.

AMI SI TU TOMBES et ADIEU CAMARADES

Il est des livres qui peuvent ébranler la vision incomplète ou falsifiée que tant d'ouvrages, tant de «versions officielles» ont façonnée sur telle ou telle période de l'histoire.

Au sujet de la Résistance, le témoignage de Roger Pannequin tend à ce résultat. Il écrit ce qu'il a vécu, ce qu'il a pensé comme militant de 1939 à 1944. Pour mieux reconstituer l'ambiance du moment, il a essayé de ne pas relater les faits d'hier à la seule lumière de ses idées d'aujourd'hui. Il raconte la résistance dans le Nord, ses contacts avec les communistes, ses actions, ses rapports avec la résistance non communiste, les coups durs, les amis qui tombent, les succès, et le combat pour un monde meilleur, un monde débarrassé des exploités.

Puis, toutes ces années se transforment peu à peu en «années sans suite». Après la guerre Pannequin devient un homme de l'appareil du PCF, jusqu'en 1954 où il est destitué de ses fonctions au sein du comité central. Ce sont les années de la Libération, les grèves de 47-48, la fin de la participation des communistes au gouvernement. Grâce à son expérience, Pannequin peut nous décrire la vie et la pratique du PCF vu de l'intérieur. Ce livre quelquefois très dur est aussi très attachant et fort bien écrit. C'est un apport intéressant à l'histoire de la Résistance, qu'il est bon de lire et de confronter à d'autres ouvrages portant sur la même époque.

PANNEQUIN Roger «Ami si tu tombes» et «Adieu camarades»
Éditions Sagittaire. Environ 45 F le volume.

LIBRAIRIES RECOMMANDÉES PAR « LE PEUPLE FRANÇAIS »

AIX-en-PROVENCE

Librairie QUOTIDIENNE, 5, rue du Félibre Gault

ALENÇON

Librairie SOYER

ANGERS

CHANT DU MONDE, 15 bis, boulevard Foch

LA TÊTE EN BAS, 17 rue des Poitiers

ANTONY

Librairie FACQ, centre commercial, rue Adolphe

ARRAS

Librairie BRUNET, rue Gambetta

BEAUVAIS

Librairie DELBEQ, 70 rue Gambetta

BELFORT

LA GUINGUE, 16 quai C. Vallet

BESANÇON

LES SANDALES D'EMPEDOCLE, 138 Gde Rue

BORDEAUX

CENTRE LIBRAIRIE 33, 26 rue St James

MIMESIS, 5 bis rue de Grassi

BOURGES

NATHANAEL, 4 cours Avaricum

BREST

GRAFFITI, place St Louis

BRUXELLES

JOLI MAI, 331 chaussée d'Ixelles

Nouveau CERCLE D'ÉDUCATION

PROLETARIENNE, 14 rue de la Filature

CARCASSONNE

Librairie de LA CITÉ, 43 rue G. Clemenceau

CHALON sur SAONE

Librairie des COQUELICOTS, 11 rue St. Georges

CHAMBERY

Lib. J.J. ROUSSEAU, 175 rue Croix d'Or

CLERMONT FERRAND

JEAN ROME, 1 rue des Gras

COGNAC

LE TEXTE LIBRE, 13 rue H. Fichon

CONFLANS Ste HONORINE

LES RENCONTRES, 42 avenue Carnot

CREIL

Librairie 94, 94 rue de la République

DIJON

LISA, 20 rue d'Assas

DOUAI

LAUVERJAT, Place d'Armes

ECHIRROLLES

L'OEIL ÉCOUTE, Grand Place

ÉVREUX

Librairie DUBOIS-DEHAYES, rue Chartraine

GENÈVE

Le TABAC DU BOULEVARD, 13 bd G. Favon

GRENOBLE

L'ARLEQUIN, 54 galerie de l'Arlequin

UNIVERSITÉ, 2 Square des Postes

LE POISSON SOLUBLE, 13 rue B. Blanchard

LES YEUX FERTILES, 7 rue de la République

LE LIVRE OUVERT, Cours Fontaine

GUERET

AUX BELLES IMAGES, 32 rue E. France

LA ROCHELLE

LIRE, 5 rue Albert Premier

LE MANS

LA TAUPÉ, 2 quai Amiral Lalande

LILLE

SCHIZO-DIFFUSION, 70 rue St. Étienne

LIMOGES

Librairie PETIT, place Denis-Dussoubs

LORIENT

Librairie GUEUGNON, Angle rues du Port et Patrie

LOUVIERS

Librairie FROMENTIN, 17 rue du Matre

LYON

FEDEROP, 11 rue du Doyenné, 5ème

Librairie POPULAIRE, 226 rue Duguesclin, 3ème

LE SOLEIL NOIR, 210 rue du créqui, 3ème

LA FORCE DU LIVRE, 33 rue René-Laynaud

AUX QUATRE SAISONS, 5 rue Longue, 1er

MARSEILLE

LIRE, 16 rue Sainte, 1er

POTEMKINE, 2 place N.D. du Mont, 6ème

METZ

GERONIMO, 31 rue du Pont aux morts

MONTLUÇON

LE BOUILLON DE CULTURE, 15 rue Barathon

MONTPELLIER

LA BRECHE, 34 rue de l'Université

CONTRECHAMPS, 15 rue des Sœurs Noires

OMBRES MÉRIDIANES, 8 rue St. Paul

MULHOUSE

PRESSE INFORMATION, 1 bd Roosevelt

NANCY

LE TEMPS DES CERISES, 16 rue G. Simon

NANTES

LIBRAIRIE 71, 29 rue Jean Jaurès

NICE

LE TEMPS DES CERISES, 50 bd de la Madeleine

ORLÉANS

LE TEMPS MODERNES, rue N.D. de Recouvrance

PARIS I

PARALLELES, 47 rue St Honoré

Librairie DE VALOIS, 25 rue de Valois

PARIS IV

LA PUCE A L'OREILLE, 19 rue des Rosiers

LA SOURIS PAPIVORE, 4 rue Ste Croix de la

Brettonnerie

Librairie ROUGE, 10 impasse Guéménée

PARIS V

DERIVES, 13 rue des Fossés St. Jacques

P.U.F., 49 Bd St Michel

LES DEUX MONDES, 10 rue Gay-Lussac

L'ÉCHAPPEE BELLE, 1 rue Granaise

LE KIOSQUE 73, 73, Bd St Michel

AUTREMENT DIT, 73 Bd St Michel

LE LIVRE A VENIR, 10 rue Tournefort

PARIS VI

NORMANN BETHUNE, 76 bd St Michel

LA HUNE, bd St Germain

PARIS IX

C.F.D.T., rue de Montholon

PARIS XI

CINEMA - Librairie 14 juillet, 4 bd Beaumarchais

PARIS XII

LIBRAIRIE 1984, 9 rue Pleyel

PARIS XIII

LA POCHETTE-TOLBIAC, 4 rue C. Mouron

ÉCOLE ÉMANCIPÉE, 8 impasse Crozatier

SIVAL, 204, rue du Chateau des Rentiers

LE JARGON LIBRE, rue Reine-Blanche

LA COMMUNE, 11 rue Barraud

PARIS XIV

TSHANN, 83 bd du Montparnasse

FLOREAL, 121 avenue du Maine

PARIS XV

TRIBUNE SOCIALISTE, 9 rue Boromé

PARIS XVII

PLASMA, 58 rue des Moines

PARIS XX

LES HERBES SAUVAGES, 70 rue de Belleville

PAU

L'ÉTINCELLE, 30 rue Pasteur

PERIGUEUX

LES FLEURS DU MAL, 15 rue Malherbes

PERPIGNAN

LE FUTUR ANTERIEUR, 22 rue Gde la Réal

POITIERS

PERGAME, 63 rue Carnot

LE PUY

LA CRECELLE, 20 rue Chamarelenc

QUIMPER

CALLIGRAMMES, 23 rue du Sallé

REIMS

LE GRAND JEU, 20 rue Colbert

LA LISIERE, 34 rue du Jard

RENNES

LE MONDE EN MARCHÉ, 37 rue Vasselot

RODEZ

Librairie RAMOND, 65 rue Bétéille

ROUEN

L'ARMITIERE

RENCONTRES, 102, Rue St. Hilaire

SAINT-BRIEUC

MAISON DE LA PRESSE, 13 rue St. Guillaume

SAINT-DIE

LE NEUF, 15 rue d'Alsace

SAINT-ETIENNE

L'ANTIBROGE, 40 rue E. Mimard

STRASBOURG

Librairie BAZAR, 1 rue des Veaux

TOULOUSE

Librairie DEMAIN, 30 rue Gatien Arnould

TOURS

LA BOITE A LIVRES, rue des Halles

LE PETIT ROUGE DE TOURAINE, 10 rue Jean Macé

Librairie FRANCO-ANGLAISE, 22 rue du Commerce

VIENNE

Librairie LUCIOLES, 31 rue des Clercs



LES DERNIERS CROQUANTS DU PERIGORD 1637 - 1641

1636 - 37 : la France est secouée par un soulèvement paysan immense. Tout le Sud-Ouest et le Centre sont aux mains des Croquants. Les paysans se sont révoltés contre un accroissement considérable des impôts, consécutif à la participation de la France à la « Guerre de 30 ans ».

Le centre de la révolte est le Périgord, où les paysans ont à supporter une hausse de la Taille et un impôt nouveau, celui des « rations de l'armée de Bayonne ».

Le 1^{er} Mai 1637, les Croquants font le siège de Périgueux.

Certains de leurs chefs sont des petits nobles : la Mothe et Madaillan. Il résulte de ce fait une hiérarchisation poussée de l'armée révoltée, mais aussi une limitation des buts de la révolte. Le mouvement s'en tient à des visées anti-fiscales, et les nobles qui la dirigent empêchent qu'elle se tourne contre les châteaux.

La réaction royale finit par se produire : le gouvernement prélève des troupes engagées contre l'Espagne et les envoie en Périgord. La défaite paysanne est rapide : le 1^{er} juin, les Croquants perdent leur première ville, La Sauvetat. Le 13 juin, ils sont écrasés devant Eymet, où près de 14 000 d'entre eux sont tués. La Mothe, fuyant sans combattre pour sauver sa tête, livre Bergerac : cette trahison lui permet d'entamer des pourparlers avec le Duc de la Valette qui dirige la répression.

Des dissensions internes sont apparues au sein des Croquants. Ainsi, pour pouvoir négocier, la Mothe a fait exécuter Magot, chef d'un important groupe de paysans qui refusaient la reddition. D'autres, les habitants d'une vingtaine de paroisses de la Forêt de Vergt, critiquent l'accord signé et regagnent leurs bois pour continuer la guerre. Ils seront exclus de l'amnistie accordée par les autorités, après la répression.

A l'automne 1637, la Mothe s'étant livré, les Croquants ayant été dispersés, la révolte s'apaise en Périgord. Mais 8 000 paysans de la forêt de Vergt ont décidé de rester en armes. Ils choisissent pour les diriger l'un d'entre eux, révolté de la première heure, dont les qualités de dirigeant vont devenir légendaires : Pierre Grelleti.

Cette troupe de paysans, conduite par des paysans, va tenir tête pendant trois ans aux armées de Louis XIII et de Richelieu.

LA RÉVOLTE

Les habitants de ces vingt paroisses se sont révoltés parce que leur pays est épuisé par les cantonnements et les passages de troupes et parce qu'ils ne peuvent pas payer le surcroît d'impôt exigé. La peur d'être livrés à une procédure exceptionnelle, et donc encore plus dure, a soutenu en permanence leur esprit de révolte.

Ainsi Pierre Grelleti lui-même aurait tué un capitaine de la troupe royale qui menaçait son père, parce que celui-ci avait la réputation d'être un dirigeant du mouvement des Croquants. Comme Pierre est aussi accusé du meurtre d'un notable de Périgueux, il fuit en forêt et rejoint la grande révolte. C'est là qu'il est choisi comme chef par des compatriotes du Pareage.

Grelleti est originaire du village de Peyrefon, près de Vergt. Son père, son frère et ses cousins sont des laboureurs, mais lui, dans l'interrogatoire qui suivra sa reddition, se donne pour soldat. Il a alors près de quarante ans et ne parle pas français, mais bas-gascon ; il ne sait ni lire, ni écrire.

Il a été désigné comme chef, avec son frère, par une troupe d'environ 700 à 800 paysans. Comme les premiers accrochages sont des succès (déc. 1638), les paroisses voisines s'allient avec

Campement de paysans révoltés - Gravure de Jacques Callot

cl. R. Viollet



ceux que l'on commence à appeler « *Les Grelleti* » ou les « *vo-
leurs de la forêt de Vergt* ». Alors cette armée des Croquants
s'enfle jusqu'à devenir trop importante. Grelleti en congédie
une grande partie, ne gardant que les plus valides, les plus
motivés et les équipe du meilleur armement. Les autres re-
tournent chez eux et doivent assurer le ravitaillement et l'in-
formation du noyau militaire, ce qu'ils feront toujours.

LE PARÉAGE

Ces paysans, dissidents du mouvement central des
Croquants, sont installés dans un grand massif forestier,
connu de ses seuls habitants : la forêt de Vergt. Là,
vivent une vingtaine de paroisses qui ont la particularité
juridique de relever à la fois de deux seigneurs différents,
le Comte du Périgord et les chanoines de St Font. Ce
pays, appelé « *Paréage* » en fonction de cette double
tutelle féodale, est un foyer traditionnel de révolte :
1594-1637, la guerre des Grelleti entre 1638 et 1641, et
durant la Fronde. La profondeur de la forêt facilite la
Guerilla. La célébrité de ces paysans est telle que lorsque
les paysans de Basse Bretagne « *les fameux bonnets
rouges* » se soulèvent en 1675, ils menacent de venir
chercher « *leurs frères du Paréage* ».

Pendant trois ans, ces paysans vont mener une guerre per-
manente aux troupes royales cantonnées dans certaines villes.
Ils attaquent les convois qui passent dans la forêt, écrasant les
détachements qu'on envoie contre eux, humiliant les milices
seigneuriales que la noblesse locale forme, et n'épargnant plus,
à la différence du mouvement de La Mothe, les demeures
féodales.

L'offensive se déclenche : le 7 janvier 1639 une ordonnance
somme les gens du paréage de se rendre. Devant son peu de
résultat, une première expédition militaire est décidée, avec
2 000 soldats. C'est un échec : lorsque les troupes entrent dans
la forêt, les Croquants ont disparu.

En Avril 1639, une deuxième expédition ayant été déjouée,
les autorités décident le blocus permanent de la forêt. Les pay-
sans parviennent à le briser, malgré la capture de certains
d'entre eux. Ainsi, par mesure de représailles, on condamne le
père de Grelleti à mort : il est roué (1) à Bordeaux le 8
Décembre 1639.

L'apogée de la révolte se situe en Mars 1640. Le Comte de
Grignols se lance dans une troisième grande offensive : à la tête
d'une armée, il entre dans le massif forestier. Il a pris soin de
donner son pourpoint voyant à l'un de ses valets. Les soldats
se perdent dans les sentiers de la forêt : les paysans dissimulés
dans les fourrés tirent à bout portant ; il y a plus de deux cents
morts dans la troupe, dont 14 officiers.

Le valet du comte a été une cible particulière pour les
paysans, qui croyaient avoir en face d'eux le comte lui-même.
Les survivants se rendent et sont chassés des bois « *sous les
huées des paysans goguenards* ».

La déroute du Comte de Grignols est totale et le prestige de
père de Grelleti à mort : il est roué à Bordeaux le 8 Décembre
1639.

LA FIN DE L'ÉPOPÉE

La troupe des Grelleti est divisée en de nombreux groupes
d'environ vingt hommes ; ce qui rend l'armée très mobile, mais
aussi la disperse. La survie de ces Croquants ne repose que sur
le soutien des communautés villageoises qui fournissent les
vivres, les caches et les informations. En effet, les Croquants
ont mis sur pied un réseau d'informateurs et de messagers, em-
ployant des paysans, des artisans, des curés et même certains
bourgeois. De plus, ils bénéficient de complicités jusque dans
la noblesse puisque certains parents de La Mothe préviennent

Grelleti des expéditions punitives. Des marchands de Vergt les
fournissent en poudre et en armes et se chargent de revendre le
butin amassé dans les attaques de convois ou de métairies de
nobles, de bourgeois périgourdins. Jusqu'au valet d'un noble
haut placé dans la lutte contre les Croquants qui les renseigne.

Ces paysans maîtrisent les techniques de la « *Guerilla* ».
Ainsi, en juin 1640, l'Intendant décide, pour priver les paysans
de leur base, de faire couper la forêt ! pendant neuf jours,
deux régiments entiers, dirigés par le marquis de Sourdis, brû-
lent les taillis et coupent les arbres. Mais ils ne capturent
aucun paysan. Devant le peu de résultat et les besoins urgents
de la guerre extérieure, on rappelle les soldats en septembre
1640. Dès leur départ les Croquants reprennent la guerre. Ils
assaillent le corps de garde de Sainte Mayme et celui de Vergt,
massacrent un détachement ; lors de l'attaque les paysans réus-
sissent à prendre le château fortifié de Rossignol ; confisquent
les recettes des collecteurs de la Taille, gèrent des métairies de
nobles ou de riches bourgeois de Périgueux et « *payent les
métayers comme les vrais propriétaires le faisaient* » comme le
dit un mémoire anonyme de 1642. Mais de temps à autre, au
lieu d'occuper les métairies, ils les brûlent, surtout celles des
responsables de la répression ; ainsi la maison de campagne du
Lieutenant criminel Martial d'Alesmes au village de Meycoursi,
tout près de Périgueux. « *Ils tuent tous ceux* » dit le même
mémoire, « *qui ont tant soit peu contribué à la mort de leurs
parents ou amis qui étaient révoltés avec eux, mais ils font nul
mal aux autres que de les fouiller* ». Ainsi, les victimes des
Croquants en particulier les notables de Périgueux ont-ils réagi
en montant une expédition contre eux : elle a échoué ; ou
en faisant exécuter les paysans capturés. Peine perdue, rien n'y
fait. Au bout de trois ans, les autorités tentent la conciliation.
Le mouvement, privé de perspectives et de programme s'essou-
fle. Certes, les paysans conservent sa direction : certes pour
chaque paysan tué il s'en trouve pour reprendre les armes, mais
à part la haine de la misère, le refus des impôts, la guerre
contre les nobles et les riches, la peur des représailles, le
mouvement n'a pas de buts précis. On voit alors revenir le
noble Madaillan qui avait conduit les Croquants à la défaite. Il
entre en pourparlers avec Grelleti, en vue de le faire participer
à un complot aristocratique contre Richelieu. Il arrive trop
tard car les négociations entre les Croquants et le pouvoir royal
ont abouti : Grelleti, avec l'accord de ses hommes obtient en
novembre 1641 des lettres de grâce.

Madaillan tente une dernière manœuvre : il dénonce Grelleti
aux autorités, l'accusant d'avoir voulu faire assassiner le Roi et
Richelieu. Mal lui en prend, car Grelleti vient à Paris et démon-
tre facilement le peu fondé des accusations de Madaillan. C'est
celui-ci qui se retrouve en prison : il sera finalement exécuté.

Les Croquants de Grelleti déposent les armes le 19 décem-
bre 1641 au village de Lambros, sans avoir jamais été vaincus.
Ils seront, pour la plupart, intégrés à l'armée du Roi.

Grelleti reçoit un titre de gouverneur du château de Vercey,
ainsi que le grade de capitaine. Il sera tué dans une campagne
en Italie.

Nicolas PELLETIER

— Sur le mur de la poste de Sainte Mayme, on peut lire
sur une plaque le texte suivant, apposé par des Maqui-
sards pendant la résistance :

« à la mémoire de

PIERRE GRELLET

Gouverneur de Vercel

Chef des Croquants du Périgord

1637 - 1641

Les Maquisards de Dordogne

Tous combattants de la Liberté »

Belle réappropriation par un peuple de son passé !

MOUVEMENTS POPULAIRES EN ISÈRE 1870 - 1871

La Commune de 1871 est d'abord connue sous le nom de « *Commune de Paris* » ; cette révolution de portée internationale a été le fait d'une ville de 2 millions d'habitants sur les 36 qu'en comptait alors la France. Dans la lutte qui opposa le peuple de Paris à l'assemblée d'aristocrates et de notables bourgeois qui siégeait à Versailles, quel fut le rôle de la « *province* » ? Il y eut des insurrections communalistes qui durèrent parfois plusieurs jours dans certaines villes (Lyon, Marseille, Saint-Étienne, Le Creusot, Toulouse, Narbonne, Limoges...) mais ailleurs, là où l'Histoire n'a pas retenu d'événements marquants, comment fut vécue cette période, quelles réactions suscita la Commune ?

Dans l'Isère, à la fin du second Empire le revenu moyen par habitant est l'un des plus faibles de France. La population ouvrière, surtout occupée dans le textile se regroupe à Grenoble, Vienne, Voiron, mais se trouve également dispersée dans de petits centres ruraux du Bas-Dauphiné et des Terres Froides où la plupart des travailleurs de la soie dépendent de la fabrique lyonnaise. Une majorité de la population continue cependant de vivre de l'agriculture sur de petites exploitations.

« LA GREVE A L'ÉTAT ENDEMIQUE... »

Alors que l'industrie française s'épanouit au cours du second Empire (1852-1870), alors que la bourgeoisie florissante tient le haut du pavé, les ouvriers n'ont pratiquement pas pu améliorer leurs conditions de vie et de travail depuis le début du siècle ; ils ont toutefois obtenu de Napoléon III la reconnaissance du droit de grève en 1864, et ils commencent à s'organiser : les sociétés de secours mutuel se multiplient prenant souvent l'aspect de sociétés de résistance. En 1864 une délégation d'ouvriers français participe à Londres à la fondation de l'Association Internationale des Travailleurs et les premières chambres syndicales sont autorisées en 1868.

En Isère comme ailleurs à la fin de l'Empire, les grèves augmentent en nombre et en ampleur entre 1868 et 1870. Elles touchent aussi bien les villes que les campagnes (en mars 1870, grève des tisseurs en soie à domicile de la région de Morestel, la Tour du Pin). Elles concernent presque tous les corps de métier, des ouvriers agricoles aux mineurs en passant par les travailleurs du cuir, du bois et du textile. Les revendications portent sur trois points : augmentation des « *tarifs* » (le travail est souvent payé à la tâche), diminution des horaires et suppression des amendes extrêmement fréquentes pour « *fautes de Travail* » (par exemple casser des fils de soie). Ces mouvements sont organisés : des délégués choisis par les ouvriers préparent des propositions de « *tarifs* », soumises au vote des travailleurs puis portées aux patrons. Si ceux-ci refusent de négocier, la grève est votée et des pétitions envoyées aux Préfets et aux Maires pour demander leur médiation (ceux-ci ont pour consigne de ne pas intervenir sauf en cas de conflit grave) ; il existe enfin des sociétés de secours qui permettent de « *tenir* » : en 1864 à Grenoble, les ouvriers coloristes et polisseurs (ganterie) fondent une société « *pour subvenir à leurs besoins dans les moments de grève* ». Très souvent les grévistes sont en liaison avec leurs homologues lyonnais ; lors de la grève des tisseurs en soie de la région de la Tour du Pin, des délégués du

« *comité des ouvriers de Lyon* » circulent dans les campagnes et leur versent 0,75 F. par jour pour leur permettre de résister malgré leur isolement. A Vienne des grévistes en mai 1870 reçoivent l'appui du « *cercle des ouvriers métallurgistes de Lyon* » qui envoie un délégué. En tous cas, l'entraide et la solidarité sont importantes ; l'aide financière vient parfois même de l'étranger. C'est cette ébauche de solidarité internationale que craignent le plus les autorités qui voient dans chaque grève le spectre de « *L'Internationale* ».

Ces conflits sont souvent longs car ils se heurtent à une forte résistance patronale (lock-out des mines de la Mure en février 70) mais ils aboutissent parfois à la satisfaction partielle ou complète des revendications. C'est le cas à Voiron en juin 70 où la grève des ouvrières en soie de la région s'étend à tous les corps de métier de la ville. L'écho qu'elle reçoit dans la population oblige les patrons aux concessions ; le commissaire de police rapporte au préfet : « *C'est surtout en faveur des ouvrières en soie que le public s'est prononcé hautement lorsqu'elles ont demandé à grands cris une augmentation de salaire et une réduction des heures de travail à un patronat qui, commençant il y a quelques années avec de minces capitaux, arrondit en ce moment un ou deux millions et se flatte publiquement de faire tous les ans un inventaire de 120 à 150.000 francs. A cette heure tout va assez bien mais qu'ils y prennent garde la grève éclatera à nouveau s'ils ne tiennent pas leurs promesses* ».

La bourgeoisie s'inquiète de cette grève qui règne « *à l'état endémique* ». « *Elle n'ose plus compter sur la stabilité, menacée par la classe ouvrière des grands centres dont l'esprit subversif présente un danger social qu'on ne sait plus par quel moyen conjurer* ». (Commissaire de Grenoble).

« LE PROCHAIN AVENEMENT DE LA RÉPUBLIQUE »

Sur le plan politique, le mécontentement se traduit surtout par une montée de l'esprit républicain.

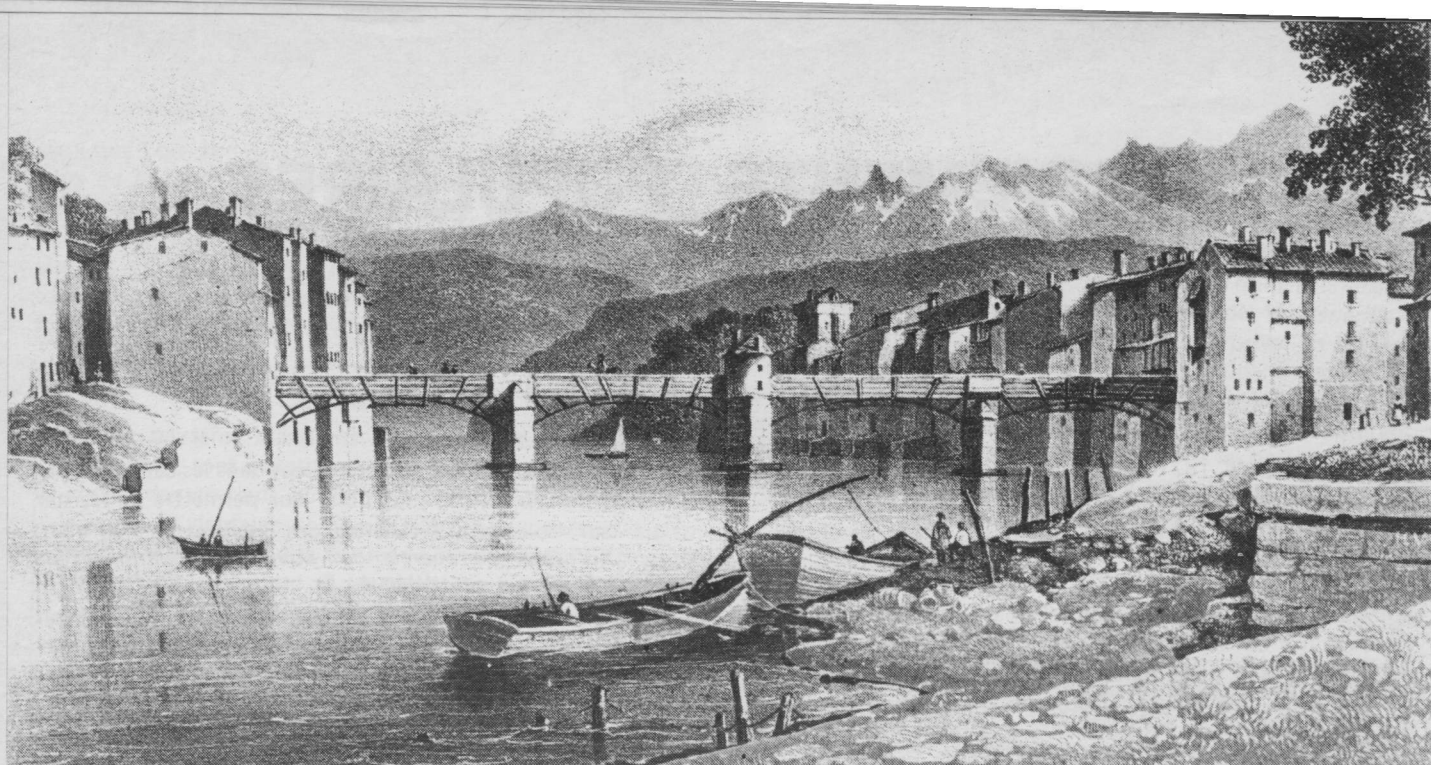
On chante fréquemment la Marseillaise à l'occasion de banquets, de fêtes de conscrits. Au plébiscite de mai 1870 (1) Grenoble et Voiron votent non. La vente de journaux républicains augmente considérablement ; il se crée même à Grenoble un journal animé par un certain Vogeli, de tendance républicaine radicale (2) : « *Le Réveil du Dauphiné* » : Les idées socialistes se répandent ; on voit se créer à Vienne un « *cercle progressif des travailleurs* » et à Saint-Marcellin, le commissaire de police note que « *les sentiments socialistes font de jour en jour des progrès* ».

Rapports mensuels envoyés au préfet.

« *Les débits de boisson sont presque tous des foyers d'opposition et les débitants font en général une propagande très active contre le plébiscite.* » (La Tour du Pin)

(1) La question posée était : « le peuple approuve-t-il les réformes libérales opérées dans la constitution depuis 1860 par l'Empereur ? 7 M. de oui ; 1,5 M. de non.

(2) Républicains radicaux : groupés autour de Gambetta, ils se réclament du programme « de Belleville » défini par ce dernier en 1869 (élections au corps législatif) : suffrage universel, liberté individuelle, de réunion de presse... séparation Église État instruction primaire.



Grenoble (XIX^{ème}) - L'Ancien Pont de bois

cl. Roger Viollet

« L'esprit public a bien changé depuis le commencement des élections et est bien divisé et bien méfiant, surtout la basse classe, il est difficile à leur faire comprendre ni entendre raison. » (Morestel)

« Très indépendants d'allure, les habitants des campagnes paraissent perdre de jour en jour le respect de l'autorité. Les sentiments républicains dominent dans les villes et à Saint-Marcellin où l'on est généralement paresseux, à la Sône, à Tullins, l'esprit est très mauvais. » (Saint-Marcellin)

Du coup, la bourgeoisie réclame des mesures d'ORDRE :
« La partie saine de la population, c'est-à-dire les industriels, les entrepreneurs, les propriétaires, les rentiers, les cultivateurs demandent la garantie contre le retour possible de troubles. Ces diverses catégories de citoyens demandent l'abrogation de la loi sur les coalitions d'ouvriers (droit de grève) qu'ils regardent comme la ruine de l'agriculture, de l'industrie et du principe d'autorité. »

Ainsi montent les tensions sociales et politiques lorsque Napoléon III, pour redorer son blason et résoudre ses problèmes intérieurs, déclare la guerre à la Prusse le 19 juillet 1870.

LA DÉFENSE NATIONALE

Au début, la déclaration de guerre provoque peu de réactions mais dès les premières défaites, l'opposition renaît : le 10 août, à Grenoble un rassemblement est organisé avec les gardes mobiles ; on y entonne la Marseillaise. A Voiron, le même jour les jeunes de la garde mobile protestent contre la « trahison du gouvernement », accusent le général Leboeuf d'avoir trompé la France en la disant préparée à la guerre alors que des régiments sont restés 48 heures sans manger et sans munitions. Fin août, les rapports de police ne cessent de noter des accusations d'incapacité et de trahison portées contre le gouvernement. Aussi, l'annonce de la défaite de Sedan et de la chute de l'Empire est-elle bien accueillie.

Depuis le 8 septembre a été décidée à Grenoble la levée d'une compagnie de francs-tireurs. Un envoyé de Gambetta essaie par ailleurs de mettre sur pied une Armée des Alpes à

partir des bataillons de Gardes Nationaux. La compagnie des francs-tireurs dauphinois se bat dans l'Est sous les ordres de Garibaldi. Régulièrement les journaux publient des lettres de soldats.

Dans la plupart des villes et des villages se forment des bataillons de gardes nationaux qui réclament des armes à la préfecture.

Armée régulière	: armée impériale formée par engagement volontaire et tirage au sort annuel (durée du service : 5 ans)
Garde Mobile	: formée en 1868 de tous ceux qui de 21 à 26 ans ne faisaient pas partie du contingent : bons numéros, certains exemptés. Mobilisable en temps de guerre.
Garde Nationale	: formée de citoyens volontaires de 20 à 60 ans qui peuvent se payer un équipement ; chargée de la défense urbaine ; les officiers sont nommés et révoqués par l'empereur depuis 1852.
Corps Francs ou Francs-Tireurs	: formés de volontaires après la capitulation de Sedan pour défendre la République. Des bataillons étrangers viennent aussi offrir leurs services.

A Grenoble, dès le 4 septembre au soir, une quarantaine de personnes groupées autour du journal « Le Réveil » se réunissent en comité d'initiative et organisent un cortège de la rue Saint Laurent à la préfecture en criant : « La déchéance ! La déchéance ! » Ils exigent du préfet l'annonce officielle de la proclamation de la République. Le lendemain, le comité d'initiative se rend à la mairie pour former la commission municipale provisoire composée de républicains « modérés » et « radicaux », essentiellement des notables. Le 6, le préfet est chassé à l'issue d'une seconde manifestation et remplacé par une commission départementale provisoire en attendant un nouveau préfet nommé par le gouvernement de défense nationale.

Cependant, cette confiscation de la République par les notables ne plait guère au peuple grenoblois qui exige, par deux manifestations les 9 et 10 septembre que 12 nouveaux membres entrent à la commission municipale : ils sont artisans, boutiquiers, gantiers.

Un Comité Républicain est créé où se cotoient les radicaux du «*Réveil*» et des hommes plus proches du socialisme. Il obtient l'envoi de deux délégués municipaux à Lyon pour la mise sur pied d'une fédération des départements du sud-est. La Ligue des 13 départements du Sud-est ainsi formée le 18 septembre a pour programme l'impôt sur les riches, la confiscation des biens des traîtres, la séparation de l'Église et de l'État, les Libertés, et l'organisation efficace de la défense nationale.

Après avoir destitué la municipalité, le peuple grenoblois s'efforce de chasser les derniers représentants de l'empire. Le 21 septembre, la foule manifeste contre le général et le colonel commandant de la place, devant leur hôtel ; l'hôtel est envahi et le général obligé de signer sa démission sur le chapeau du procureur général. Le colonel qui manquait d'être molesté est dégagé in extrémis par les gardes nationaux qui l'incarcèrent pour le protéger. Les appartements du commissaire de police sont également investis et le général de subdivision doit démissionner à son tour le lendemain.

Ces journées révolutionnaires font apparaître des clivages. Les plus modérés de la commission municipale tentent de provoquer des élections en démissionnant mais une manifestation organisée par les radicaux les oblige à rester. Le comité républicain se scinde en deux sociétés : la première, la «*Société Républicaine*» regroupe surtout les radicaux du «*Réveil*», elle essaime dans de nombreuses villes ; «*l'Association Républicaine*», plus populaire, héritière d'une ancienne société de lecture regroupe autour du journal «*le Républicain des Alpes*» d'anciens «*quarantuitards*» comme le docteur Frappat qui avait en 1851 tenté d'organiser la résistance au coup d'État de Louis Napoléon Bonaparte, des ouvriers grenoblois et plus

tard, des membres de l'Internationale de Lyon. Au moment où une Commune Révolutionnaire s'installe à Marseille, comme à Paris, les notables grenoblois parviennent à se maintenir au pouvoir. La commission municipale met en place quelques réformes : séparation de l'Église et de l'État, suppression des écoles de congrégations qui deviennent, laïques et municipales.

CHRONOLOGIE DE LA GUERRE DE 1870-71

19 juillet 1870	: déclaration de guerre de la France à la Prusse
4 au 31 août	: Nombreuses défaites dans l'Est et dans le Nord
2 septembre	: capitulation de Napoléon III à Sedan
4 septembre	: chute de l'empire. Proclamation de la République à Paris. Formation d'un gouvernement de défense nationale.
17/19 septembre	: investissement de Paris par les Prussiens
27 octobre	: capitulation de Bazaine à Metz.
30 octobre	: Négociation de Thiers avec les Prussiens à propos d'un armistice.
31 octobre	: journée révolutionnaire à Paris.
8 décembre au 24 janvier	: Défaite des armées républicaines qui marchaient au secours des parisiens.
28 janvier	: capitulation de Paris : armistice de 21 jours.
8 février	: élection d'une assemblée nationale pour régler la question de la guerre.
16 février	: reddition de Belfort
26 février	: signature des préliminaires de paix.
10 mai	: signature du Traité de Francfort.
18 mars/28 mai	: Commune de Paris.

Civils en fuite lors de la débâcle





Une barricade à Paris rue du Fbg St. Germain

cl. LPF

Le bataillon des Gardes Nationaux ne part que le 12 janvier mais déjà l'enthousiasme a baissé ; l'emprunt lancé par la municipalité n'a rapporté que le tiers de ce que l'on avait escompté. La commission municipale décide alors d'entreprendre des travaux de protection de la ville : inondation des fossés, armement du fort de la Bastille, constitution de stocks de vivres, armement de la Garde Nationale sédentaire. Tout cela bien inutilement puisque le 28 janvier le gouvernement provisoire capitule et prépare en hâte les élections d'une assemblée. En Isère, les résultats sont partagés : 50 % d'élus républicains, autant de conservateurs monarchistes. Après l'annonce des résultats, les républicains radicaux et les membres de l'Association Républicaine, inquiets tentent de se regrouper et appellent à une manifestation commune le 17 février à Grenoble ; ils y proclament la Patrie en danger et votent par acclamation la Sécession de Grenoble et du Dauphiné. Le 19, lors d'un nouveau rassemblement, les manifestants proclament la Résistance au nouveau pouvoir, qui met en place un nouveau préfet conservateur : Dorniol.

Le 18 mars, la Commune de Paris est proclamée par les Fédérés. En province, les événements sont connus avec un certain décalage et le sont essentiellement à travers les journaux régionaux ; le «*Courrier de l'Isère*», «*l'Impartial Dauphinois*» prennent vite position pour Versailles contre la Commune et le «*Réveil du Dauphiné*» (radical) qui reste au début très circonspect. Lorsque la Commune est proclamée à Lyon et à Marseille le 23 mars, à Saint Étienne et au Creusot le 24, le «*Réveil*» prend plus nettement parti sinon pour les communards, du moins contre l'Assemblée. Face à la hargne de la bourgeoisie, qui appelle à travers ses journaux à l'extermination des communards, qui réclame des volontaires pour cette «*nouvelle croisade*», les réactions sont de trois ordres : soutien complet et tentative d'aide à Paris mais les actions en ce sens sont ponctuelles et isolées, interventions à Versailles et pétitions pour arrêter la guerre civile par les radicaux mais cette tentative de médiation concertée à l'échelle nationale est totalement inefficace, enfin indifférence de la majorité de la population.

LES COMMUNARDS DE L'ISERE

Ceux qui adhèrent au programme et aux idées de la Commune se retrouvent surtout dans les villes, groupés dans des clubs ou participant avec les radicaux aux «*Sociétés Républicaines*» (Voiron).

À Grenoble ce sont les membres de «*l'Association Républicaine*» communément appelée «*club Reboul*» du nom de la salle municipale qu'elle occupe depuis septembre 1870. Le club compte environ trois cents personnes parmi lesquelles se distinguent quelques orateurs : Roux, ouvrier gantier grenoblois, P. Guérin ajusteur mécanicien impliqué dans la préparation d'insurrection à Lyon en septembre 1870 et membre de l'Internationale, Sève, secrétaire du club, Félix Poulat, avocat plus modéré qui est en même temps affilié à la «*Société Républicaine*». Dès le 21 mars, le club qui s'est réuni pour offrir un banquet à Ricciotti Garibaldi sur la route du retour, acclame la nouvelle de la formation de la Commune aux cris de : «*Vive Paris ! A bas l'assemblée !*». Le lendemain, il organise une manifestation de 4 à 500 personnes pour exiger la démission du préfet ; celui-ci se contente d'affirmer son attachement à la République.

Le club se réunit tous les soirs mais des clivages apparaissent vite sur le problème de l'insurrection que proposent sans cesse Roux et Guérin. Le préfet note en avril que «*l'excitation des esprits est si vive qu'à chaque instant on peut craindre une insurrection violente*». Elle n'aura pas lieu. Les communards grenoblois ont su trop tard que le 6 avril la préfecture avait fait envoyer des canons à Versailles et ils n'ont rien pu faire. Le 16 avril, ils apprennent que les autorités se disposent à expédier 150 hommes et 6 mitrailleuses à Versailles pour le lendemain. Ils décident d'empêcher ces départs et le 17 au début de l'après-midi, ils battent eux-mêmes le rappel (le commandant de la Garde Nationale a refusé de le faire). Un cortège de quelques centaines de personnes se dirige vers la gare qui est fouillée sans résultat ; les mitrailleuses avaient été retirées sur l'insistance du chef de gare qui craignait des troubles. Les manifestants se rendent alors à l'Hôtel de Ville où 2 orateurs

proposent de marcher sur la préfecture. A l'arrivée de la foule, une compagnie de chasseurs sort de la cour de la préfecture et charge brutalement les manifestants. Quarante quatre arrestations sont opérées, 8 seront maintenues ; les professions des personnes arrêtées témoignent de l'audience du club Reboul : 13 gantiers, 2 typos, 4 manœuvres, 22 artisans, 1 employé, 1 épicier. Un journaliste P. Guérin est arrêté chez lui le lendemain. Dès lors, il ne se passe plus rien à Grenoble ; au club, on fait des exposés, discours sur la Commune. Dans les classes populaires, c'est plutôt le désespoir qui règne et le préfet note l'attitude d'une « *population devenue pleine d'envie sociale, ayant contre toute personne bourgeoise dans les rues, une attitude méprisante, des regards presque haineux et manifestant à chaque heure devant les affiches qui annonçaient le progrès de nos troupes sur l'insurrection, une sorte de rage, de désappointement qui permettait de mesurer l'étendue des espérances dont on l'avait nourrie et des déceptions que la déroute de la Commune lui apportait. Les femmes les enfants se montraient les plus animés... On eût dit que chaque dépêche leur enlevait un bien déjà possédé* ».

Le 17 avril, « *journée des Mitrailleuses* », des mouvements échouent également à Voiron, Tullins et Saint Marcellin. A Voiron la population, en majorité ouvrière, semble avoir été favorable dans son ensemble à la Commune. L'incident du 24 mai, à Voiron témoigne de la tension qui règne alors. Le 23 mai, un limonadier d'Izeaux, Ginet, raconte à quelques voyageurs qu'il arrivait de Paris et avait vu 35.000 versaillais mettre la crosse en l'air et fraterniser avec les insurgés. Un gendarme qui assistait à la scène l'emmène alors chez le juge de paix qui le fait incarcérer. Le lendemain, la Société Républicaine organise une manifestation d'environ trois cents personnes devant la prison. Les portes sont enfoncées et le prisonnier délivré, la foule se disperse mais les « *meneurs* » ont été repréhensibles. Le 30 mai, douze personnes sont arrêtées et emmenées à Grenoble, tandis que 700 hommes de troupe sont envoyés pour camper près de la caserne de Voiron.

A Vienne également la Commune rencontre un écho favorable. Lorsque le sous-préfet prend son poste au moment de la semaine sanglante à Paris, il s'indigne de trouver des partisans de la Commune jusque dans la Garde Nationale et fait immédiatement arracher les « *oripeaux rouges* » qui pavoisent l'Hôtel de Ville.

LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE

Hormis ces faits ponctuels et isolés, il n'y eut pas de mouvement de masse pour imiter ou défendre la Commune. Une attitude plus répandue fut celle des radicaux : défendre la République menacée, réclamer les libertés communales, demander l'arrêt de la guerre civile. Les conseils municipaux adressent des pétitions en ce sens à l'Assemblée ; une délégation est envoyée fin avril à Versailles auprès de Thiers pour réclamer l'arrêt des hostilités. Dans cette optique, la grande bataille des élections municipales oppose le parti de l'Ordre aux républicains. Ces derniers sont élus à Vienne, à Voiron, à Grenoble mais leur tentative de médiation entre Versailles et Paris se heurte au refus de Thiers.

Dans les campagnes, l'attitude a été sinon le refus, du moins l'abstention en ce qui concerne l'aide à Versailles. A plusieurs reprises Thiers fait appel aux conseils municipaux pour qu'ils envoient des volontaires. Mais cet appel ne reçoit guère d'échos. Le 6 avril le sous-préfet de Saint Marcellin écrit à Grenoble : « *Beaucoup de communes ont déjà répondu en m'annonçant qu'aucun résultat n'avait été obtenu... Le premier motif est que les habitants sont occupés aux travaux agricoles, le second est qu'ils ne se sentent pas menacés* ».

Après le 28 Mai, à Paris c'est le temps de la vengeance ;

dans l'Isère, c'est plutôt celui du retour à l'ordre sans excès. La répression s'abat évidemment sur les militants engagés dans l'action : c'est le cas des Voironnais accusés d'avoir organisé l'attaque de la prison : les peines prononcées vont de 2 à 18 mois ; deux cafés sont fermés, la Garde Nationale voironnaise est désarmée et le préfet somme la municipalité de démissionner. Mais à Grenoble, au procès des huit de la journée des mitrailleuses, malgré un violent réquisitoire du procureur général et l'audition d'un grand nombre de témoins à charge c'est l'acquittement général. Dans cette ville très républicaine, le parti de l'ordre préférerait éviter les causes de tension. Le retour à la normale, c'est comme partout la chasse aux communards parisiens en fuite : des individus « *suspects* » sont signalés, chemises rouges de Garibaldi, « *émissaires de l'Internationale* » que l'on suppose se faire embaucher aux travaux agricoles. Les étrangers suspectés d'activité politique sont expulsés : 16 italiens, 3 suisses, un espagnol sont ainsi renvoyés entre juin et novembre 1871. On saisit partout les affiches et brochures jugées subversives, signalées à l'attention de tous les commissaires de police.

L'étude du seul cas de l'Isère ne permet pas de répondre à toutes les questions posées. Il apparaît que les Communards comme les Versaillais n'ont pas reçu l'aide qu'ils pouvaient espérer de ce département.

La population ouvrière qui a mené à la fin de l'Empire des luttes importantes pour l'amélioration de ses conditions de vie et de travail, n'a ni imité, ni soutenu efficacement le peuple parisien. Dans cette région qui n'avait connu la guerre que de loin et n'avait pas subi les souffrances du siège, le peuple se sentait solidaire mais pas directement concerné. Après l'échec des tentatives communalistes dans les grandes villes voisines, les révolutionnaires isérois se sont trouvés isolés et sans moyens :

Les républicains de tendance « *radicale* » qui disposaient par l'intermédiaire des municipalités et de leur journal d'une bonne audience ont par ailleurs contribué à donner une vision déformée de la Commune, mettant davantage l'accent sur les « *libertés communales* » en oubliant l'aspect révolutionnaire. Au sein des clubs et « *sociétés républicaines* », ils ont largement contribué à désamorcer les actions favorables à la Commune en lançant les travailleurs dans des campagnes de pétitions adressées à Versailles ou dans la bataille municipale et en condamnant les actions menées par les plus durs.

Monique BAUDOUIN

Sources : archives départementales et manuscrits
un ouvrage collectif : Grenoble à l'époque de la Commune 1972. P. Guillen.

Il serait souhaitable pour mieux connaître l'attitude de la Province en 70 - 71, que des recherches soient faites dans le cadre des départements ou des régions :
Amis lecteurs, à vos plumes !



Ortie blanche ou Lamier blanc
(*lamium album*)

Vie quotidienne

LA MEDECINE ET LES REMEDES POPULAIRES

XVII^e - XVIII^e



Grande Capucine
(*tropaeolum majus*)

L'insuffisance, l'incompétence ou la corruption du monde médical de l'Ancien Régime (voir LPF N° 01) ont obligé les malades, surtout pauvres et isolés, à lutter seuls contre la maladie. C'est ainsi que se sont perpétuées, en marge de la médecine officielle, des habitudes de guérison dont certaines sont encore en usage de nos jours. De l'assistance charitable, mais empirique, de quelques « bonnes âmes » à la tisane de famille, en passant par le culte des saints guérisseurs ou la magie, chacun tente d'exorciser le mal et d'en détruire le germe.

DES REMEDES POUR LES PAUVRES

Jusqu'à la naissance des différents régimes d'assurances sociales, secours aux malades et charité sont étroitement confondus. Offrir du pain, de la viande ou du vin à un malade ne relève plus de la simple charité, si ces dons l'aident à reprendre des forces et accélèrent sa guérison. Au village, les malades et leur famille demandent cette assistance aux principales personnalités de la communauté : au curé et plus souvent encore au seigneur qui, plus riche, peut distraire de sa cuisine et de sa bourse les secours nécessaires. Même aux époques où il régnait en maître absolu sur son fief, le seigneur devait porter secours et assistance à tous ceux qui vivaient sur ses terres. Devoir moral certes, et qui dépendait uniquement de sa bonne volonté, mais qui tendait à accroître son prestige donc son autorité.

Aux XVII^e et XVIII^e siècles, le seigneur, qui vit davantage à la ville où il se livre parfois au négoce, néglige quelque peu ses devoirs de gentilhomme campagnard ; d'autant plus qu'il ne règne plus sur ses terres en maître incontesté, car les communautés villageoises ont renforcé leur unité et leurs pouvoirs au cours d'émeutes et de révoltes qui jalonnent la fin de l'Ancien Régime (1). Les « bienfaits » des nobles sont souvent aussi mal tolérés que leurs injustices, et seuls quelques hobereaux traditionalistes persistent à vouloir concilier autorité et charité.

S'occuper des malades est un rôle en principe dévolu à la chatelaine. Savoir donner quelques soins, panser de légères blessures fait alors partie de l'éducation des jeunes filles ; des recettes médicales sont consignées dans des cahiers, et certaines prennent l'allure de secrets de famille. De plus, à la fin de l'Ancien Régime, quelques dames de la noblesse, — et parfois de la plus haute —, se prennent de passion pour les sciences et en particulier pour l'art de soigner et les secrets de la santé. Mme de Sévigné aborde à plusieurs reprises ce chapitre dans sa correspondance ; Mme Fouquet, mère du Surintendant des finances de Louis XIV, obtient en 1715 un privilège royal pour imprimer un « Recueil de remèdes faciles et domestiques ».

Quelques médecins encouragent « ces personnes intelligentes et charitables » (surtout lorsqu'elles vivent dans les campagnes)

qui sont appelées à aider de leurs conseils tout le peuple qui les environne». Ils éditent donc à leur usage des traités de médecine dans lesquels ils énumèrent les remèdes les plus courants et les façons de s'en servir. Afin d'éviter toute erreur, ils donnent quelquefois une description des maladies et de leurs symptômes. Par mesure de prudence, Helvetius, auteur en 1703 d'un « *Traité pour l'utilité du public et le soulagement des pauvres* », signale que seuls sont valables les exemplaires signés de sa main. Comme certains de ses confrères, il insiste sur les remèdes bon marché et faciles à se procurer ; il met au point des recettes « pour les pauvres » avec toutes les indications nécessaires pour les préparer en grande quantité. Ainsi sa recette de bouillon à la viande est suivie d'une recette de bouillon pour les pauvres, préparé sans viande et à base de gruau.

Par le biais de ces publications, les rares médecins qui s'intéressent à la santé du peuple espèrent lutter « contre l'ignorance, la crédulité, la superstition et les préjugés les plus faux sur la santé, les maladies et les remèdes ». Faux-savoir qui, d'après les médecins, serait entretenu par des traités de médecine fantaisistes et surtout par les almanachs.

ASTROLOGIE, PRIERES ET MAGIE

En effet au XVII^e siècle, et plus encore au XVIII^e, une partie de la littérature populaire traite de domaines scientifiques : arithmétique, astronomie, géographie et surtout médecine.

Largement diffusés par les colporteurs, qui sillonnent les campagnes, les almanachs sont parmi les lectures les plus appréciées. Fourmillant de conseils religieux et profanes, (textes de prières, recettes de cuisine, dates de foires, etc), ils proposent également des conseils médicaux plus ou moins sérieux et efficaces, toujours liés à l'astrologie. On trouve par exemple dans l'édition de 1758 du *Messager Boiteux* un « *réglement qui enseigne auquel jour de la lune il fait bon ou mauvais saigner* », suivi d'un avis « *salutaire et charitable à toute sorte de personnes touchant l'usage de médecine* » : « *Il ne fait jamais bon se faire purger, médiciner ni saigner les jour de nouvelle lune, pleine lune ou quartiers, sans urgente nécessité... Pour purger les sanguins, prenez un beau temps et l'un de ces signes, le Taureau, La Vierge ou le Capricorne... Dans le Scorpion, les colériques doivent se baigner, se purger par potions et breuvages, éviter le sexe* ».

Outre les almanachs, les colporteurs vendent des traités uniquement consacrés à la médecine, écrits « pour les pauvres habitants éloignés des villes ». Rédigés en termes simples, ils énumèrent les mille et une méthodes pour venir à bout des maladies les plus courantes ; la plupart des recettes sont à base de

BOISSON POUR LES PAUVRES QUI N'ONT PAS LE MOYEN D'AVOIR DU VIN, DU CIDRE OU DE LA BIÈRE

Prenez dix boisseaux de graine de genièvre légèrement concassée, quatre poignées d'absinthe bien épluchée ; mettez le tout dans un tonneau, et versez dessus 100 pintes d'eau commune, laissez les infuser dans la cave ou dans un endroit bien frais pendant un mois, après quoi on peut en faire sa boisson ordinaire. Car alors l'eau est devenue spiritueuse ; elle soutient et fortifie les personnes qui en boivent, et elle est très saine et convient à toute sorte de tempéraments.

Il faut laisser le marc au fond du tonneau : et plus elle est vieille et meilleure elle est.

Recette d'Helvetius, médecin du Duc d'Orléans, dans « *Traité des maladies les plus fréquentes et des remèdes spécifiques pour les guérir, avec la méthode de s'en servir pour l'utilité du public et le soulagement des pauvres* » (1703)

plantes faciles à trouver et qui coûtent peu de chose. Ainsi sont vendus **L'Apothicaire charitable, Le Médecin Charitable, La Médecine et la Chirurgie des Pauvres, Le Médecin des Montagnes**, etc..

Il existe aussi des recueils plus fantaisistes comme **Le Médecin des Pauvres**, anonyme, « *recueil de prières et d'oraisons précieuses contre le mal de dents, les coupures, les rhumatismes, les fièvres, la teigne, la colique, etc..* » La prière fait en effet partie des moyens populaires de lutter contre la maladie. Le culte des saints guérisseurs est répandu partout en France et de nombreuses maladies portent, dans le langage populaire, le nom du saint censé les guérir : convulsions ou mal Saint-Loup, gourme ou Feu Saint-Laurent, rage ou Mal Saint-Hubert, etc.. La guérison est demandée par un pèlerinage au lieu consacré (fontaine, source, chapelle) ou par des ex-voto (2) déposés aux pieds de la statue du saint. Souvent ces rites ont lieu préventivement. Officiellement l'Église condamne ces « *superstitions* », mais le curé de village ferme de préférence les yeux : on lui demande des messes pour la guérison des malades, et tout compte fait ces pratiques attirent bien des villageois à l'église. Malgré tout quelques unes se montrent difficilement tolérables : en Anjou à la fin du XVIII^e siècle des fidèles déposent au pied de l'autel des bouteilles de vin sur lesquels ils se précipitent à peine la messe terminée !

Enfin il existe la magie, non pas la magie noire, satanique et réservée aux sorciers, mais la magie naturelle qui aide à la guérison : applications d'œil de loup contre le mal de dents par exemple, de dents de blaireau, de marron d'inde..., auxquels le peuple prête des pouvoirs magiques. Rarement utilisées seules, les pratiques magiques s'ajoutent aux remèdes populaires et aux prières, comme en témoigne cette recette pour cicatriser les plaies : « *Appliquez de la suie délayée avec un jaune d'œuf, et lorsque vous bandez la plaie, récitez trois fois : Dieu est né la nuit de Noël, Dieu est mort, Dieu est ressuscité, Dieu a commandé que les plaies se ferment, que les douleurs passent, que le sang s'arrête* ».

Certains ouvrages vantent aussi les mérites de préparations mystérieuses aux vertus miraculeuses, comme « *le Baulon Policreston* » annoncé dans le titre de **L'Opérateur des Pauvres**. Les gardiens de ces secrets sont les charlatans et les guérisseurs.



Médecin vu par un caricaturiste du XVII^e cl. R. Viollet

UNE MÉDECINE MARGINALE : LES CHARLATANS ET LES GUÉRISSEURS

Installés dans les quartiers les plus fréquentés des villes, les charlatans attirent les badauds en jouant de courts spectacles comiques qui ont pour but de vanter les mérites de leur produit. A Paris leur domaine est le Pont-Neuf et ses alentours. Sur le quai, face à la rue Guénégaud, on est interpellé par Melchisedeck Bary, qui prétend avoir opéré sa Majesté elle-même : il se brûle les mains en public, puis y applique un onguent de sa composition. Près du Collège des 4 nations, « *les femmes et les filles du Sieur Barbereau* » vendent de l'eau minérale, qui n'est en fait que de l'eau de Seine additionnée d'antimoine vitriolée (3). Installés dans la Galerie du Louvres, deux capucins donnent des consultations et vendent de mystérieuses drogues.

A la campagne, ils passent dans les villages les jours de foires ; là après avoir facilement amusé les paysans, ils leur vendent cher des potions de leur composition puis se hâtent de déguerpir...

Quelques-uns ont la chance d'obtenir, moyennant finances, l'autorisation officielle de vendre leur médecine. Jusqu'en août 1778, c'est le premier médecin du roi qui vend aux particuliers des brevets de médecine ; le roi peut également les délivrer par lettres patentes. Évidemment ce procédé conduit à des abus qui sont parfois dangereux : ainsi en 1750 le Baron

(1) Cet aspect est développé dans le Dossier **Luttes Paysannes**, qui sera prochainement édité par les Éditions Floréal.

(2) Objets déposés dans les chapelles en reconnaissance d'un vœu réalisé ; ils représentent parfois la partie du corps malade.

(3) L'antimoine passait alors pour avoir de grandes propriétés médicales, en particulier aux yeux des alchimistes et des charlatans. Mais à la fin du XVI^e siècle la Faculté interdit son utilisation sans ordonnance.

Ailhaud du Castelet, secrétaire du roi, obtient le droit de vendre «un purgatif très violent... qui tuera indubitablement les personnes d'une faible constitution». En règle générale on se plaint d'ailleurs beaucoup des «exploits sanglants» des charlatans. En 1760 à Montpellier une ordonnance prise contre les charlatans préconise de les promener par la ville sur un âne «maigre et facheux, la tête tournée vers la queue». Enfin à partir de 1772 c'est une commission de 20 médecins qui décerne les brevets de médecine. C'est elle qui autorise par exemple la vente de «l'Eau de Mélisse des Carmes Déchaussés» de la rue de Vaugirard (toujours vendue en pharmacie).

Quant aux rebouteux et aux guérisseurs, ils jouissent d'avantage de la confiance de leur clientèle qui leur attribue un don. Ainsi on va trouver les bergers, les hongreurs qui castrant les chevaux), le maréchal-ferrant : ils savent réduire une fracture, remettre un membre en place. D'abord sollicités comme vétérinaires à cause de leur connaissance des animaux, ils sont bientôt amenés à intervenir sur les hommes. Par exemple le marchand de bestiaux est «jugeur d'eau» (il examine les urines) ; quelquefois le fossoyeur ou le bourreau font eux aussi office de «rebouteurs».



Médecins jugeurs d'urine - XVIème

cl. R. Viollet

Les guérisseurs exercent souvent un métier qui les maintient en marge de la vie de la communauté : berger et bûcheron solitaires tous deux, ou forgeron, impressionnant dans son atelier rougeoyant. Il est facile pour le villageois d'aller trouver ce guérisseur : c'est un homme du pays, dont on a connu les ancêtres (le don se transmet souvent de père en fils) ; il ne demande pas d'argent, on le remercie en lui offrant des présents en nature (une poule, un lapin, un sac de grains...). De plus les remèdes qu'il prescrit sont souvent les mêmes que ceux ordonnés par la faculté (saignées, purges, sangsues), même s'ils sont accompagnés de pratiques magiques. En effet pour expliquer leur «savoir» les guérisseurs font allusion à un don, et on ne sait trop s'ils le tiennent de Dieu ou du Diable. Ils ne sont plus guère inquiétés par les autorités à la fin de l'Ancien Régime : depuis le milieu du XVIIème siècle les procès de sorcellerie ont perdu de leur virulence et finissent même par disparaître. Toutefois le guérisseur reste un personnage mystérieux, parfois inquiétant et que ses voisins préfèrent ne pas contrarier : on attribue volontiers dans les campagnes certaines maladies des

hommes et des animaux à des maléfices, à des sorts jetés par des hommes qui ont le mauvais œil ; si les guérisseurs sont réputés capables de lever ces sorts, ils sont donc capables d'en jeter.

Le curé peut tolérer ce «mage» : pour que la conjuration fasse effet, le malade doit avoir reçu le baptême et réciter des prières. Quant aux médecins, ils les condamnent violemment, bien que les patients, pour mettre toutes les chances (ou tous les risques ?) de leur côté, consultent souvent les deux à la fois. Autant chez le médecin que chez le guérisseur, le malade est impressionné par des formules mystérieuses, en latin pour le premier, de pure fantaisie pour le second.

Mais en règle générale le malade et sa famille attendent le plus longtemps possible avant de consulter médecin ou guérisseur. C'est une des raisons qui permet d'expliquer le «succès» de certains traitements préconisés par les guérisseurs, qui interviennent souvent lors de la phase finale de la maladie (c'est le cas notamment pour les éruptions cutanées, les abcès).

MÉDECINE FAMILIALE, REMÈDES ÉCOLOGIQUES

En effet le malade reste clandestin aussi longtemps qu'il le peut. La peur du «mal de contagion» et de l'épidémie explique la véritable répression qui peut s'abattre sur lui : dénonciation du voisinage assortie de récompense, création de corps spéciaux de police, internement forcé dans les hôpitaux, etc... Évidemment ces mesures extrêmes sont prises surtout en périodes d'épidémie, mais elles laissent de mauvais souvenirs et expliquent en partie que l'on commence par se soigner chez soi, à l'aide de recettes familiales et en utilisant ce que la nature met à la portée de la main.

Des recettes simples perpétuent ainsi des connaissances traditionnelles : recettes à base de plantes que l'on va quêrir au jardin ou sur les talus. Alors que les médecins cherchent des vertus médicinales dans des plantes exotiques et fort chères (café, thé ou cacao), le peuple continue à croire aux vertus de l'oignon, du chou, de l'ail, etc...(4) Ces recettes «écologiques» diffèrent selon les régions et peuvent parfois donner lieu à un commerce assez lucratif : celui des plantes médicinales alpines est florissant au XVIIIème siècle et s'étend jusqu'en Espagne ; en Camargue on vend les sangsues. Car les ressources minérales et animales sont également utilisées : pierre de Sassenage (Isère) contre les maladies des yeux, ardoise rapée contre les dermatoses en Anjou, graisse de marmotte employée comme révulsif, etc...

Au cours de la veillée les femmes échanent leurs recettes, et vantent les mérites de produits domestiques : beurre, vinaigre, panne de porc... Pour calmer les douleurs par exemple, on va se coucher dans le four ou sur le fumier.

De ces recettes populaires, dites «de bonnes femmes», beaucoup sont parvenues jusqu'à nous. Si l'habitude de fêter le Saint Patron d'une corporation a presque totalement disparu, il existe cependant encore de nombreux pèlerinages «médicaux» fréquentés... De nos jours on condamne des guérisseurs pour abus de confiance et escroquerie, mais leurs clients sont nombreux. Malgré une vulgarisation intense de la médecine scientifique, on assiste de plus en plus à une contestation générale de ses méthodes et l'on constate un regain d'intérêt pour les médecines dites «naturelles».

Claude - Catherine RAGACHE

(4) En 1941, le gouvernement de Vichy a supprimé le diplôme d'herboriste. Ceux qui exercent encore n'ont pas le droit d'avoir de successeurs. La pression de l'industrie pharmaceutique, à l'origine de ce décret, continue de s'exercer pour empêcher la reconnaissance de ce métier, malgré la demande d'une clientèle de plus en plus importante.

LA GUERRE DES TOUCOULEURS 1848 - 1890

L'Afrique apparaît comme une région d'instabilité politique et sociale. Cela tient entre autres à des causes historiques, en particulier à la colonisation. Toute étude détaillée de cette dernière serait impossible ici ; mais il peut être intéressant d'analyser un cas où se sont trouvés en contact une colonie Française d'un type original (Saint-Louis du Sénégal) et une ethnie — puis un empire — bien organisée : les Toucouleurs.

SAINT LOUIS DU SÉNÉGAL

L'exploration des côtes ouest de l'Afrique est très ancienne. Les Français, quoiqu'arrivés assez tard, s'y installent fermement au début du XVII^{ème} siècle, quand sont créées, avec l'appui de Richelieu, de grandes compagnies commerciales, notamment la Compagnie du Cap-Vert. En 1659 est fondé, sur un îlot désertique près de l'embouchure du Sénégal, le fort Saint-Louis qui sera le point d'appui de ce commerce. Cette ville se développe lentement pour atteindre à la fin du XVIII^{ème} s. 7000 habitants environ. Il y a près de 700 européens, les « Français de France » (militaires, administrateurs et commerçants). Le plus souvent ils prennent des concubines noires : c'est le « mariage à la mode du pays ». Il s'est ainsi formé une population métisse importante qui, avec une petite bourgeoisie noire, compte près de 2500 personnes. Ces « hommes libres » se sentent Français : ils ont le Français pour langue principale ; ils envoient un cahier de doléances aux États Généraux de 1789. Ils fournissent à la colonisation de cette région des cadres subalternes qui assurent sa prospérité à une époque où les colonisateurs ont le plus grand mal à peupler les terres conquises. Par ailleurs, Saint-Louis compte 3500 esclaves. L'esclavage est la principale ressource commerciale de la ville au XVIII^{ème} siècle : elle revend aux indigènes de l'intérieur la pacotille apportée par les navires venus de Nantes et Bordeaux, elle leur

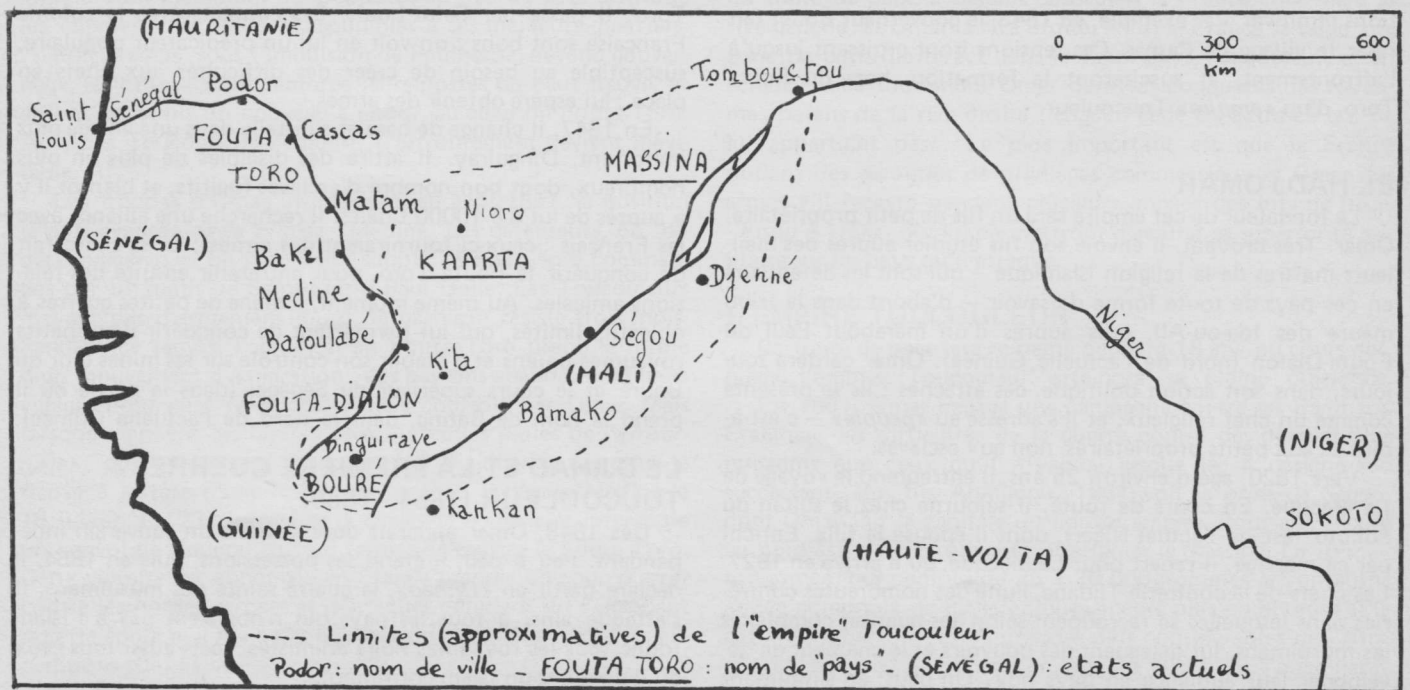
achète de l'ivoire, de l'or, des plumes d'autruche, mais surtout : de la gomme arabique (sève de certaines variétés d'acacia, employée en pharmacie), des esclaves, et du mil pour nourrir la ville et ces cargaisons d'esclaves expédiées vers les Antilles et l'Amérique.

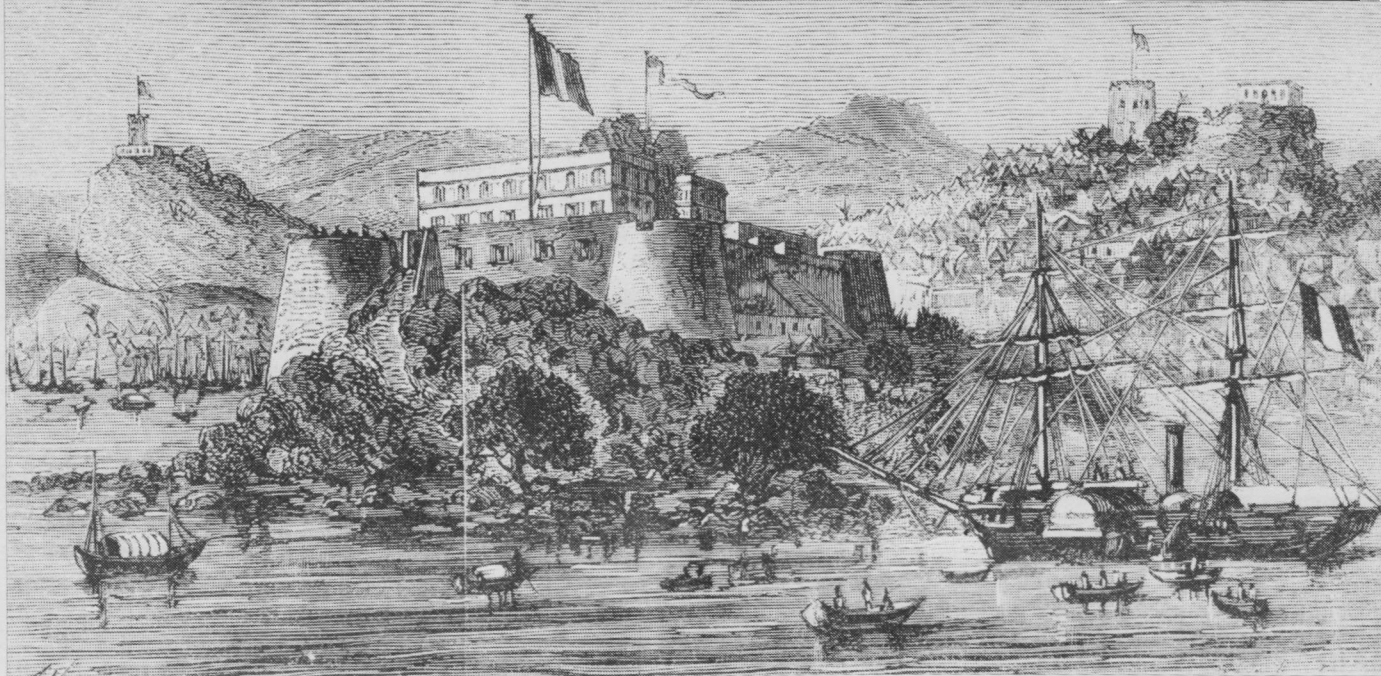
Au milieu du XIX^{ème} siècle, alors que ce commerce triangulaire, qui n'a pas totalement disparu malgré l'abolition de l'esclavage, décline rapidement, Saint-Louis, qui compte désormais près de 15000 habitants, se tourne vers le commerce d'un nouveau produit colonial, l'arachide, dont les premières exportations ont lieu en 1845.

Pour vivre et prospérer, Saint-Louis a donc, de tout temps, eu besoin des populations installées sur les berges du Sénégal, c'est-à-dire, principalement, les Toucouleurs.

LES TOUCOULEURS

La vallée du Sénégal constitue une zone de peuplement dense au milieu de steppes sèches que parcourent des nomades. Le fleuve permet l'irrigation ; sa crue annuelle réalise même, comme pour le Nil, une irrigation naturelle. Sa rive gauche est occupée par le Peuple Tekrou, dont le nom, en Français s'est corrompu en « Toucouleur ». Cette ethnie regroupait, au milieu du XIX^{ème} siècle environ 200 000 personnes. Il s'agit de cultivateurs sédentaires, et le territoire, nommé « Fouta Toro », se





Le Fort Français de Bakel au Sénégal

cl. R. Viollet

divisait en petites unités tribales orientées nord-sud, perpendiculairement au fleuve, de façon à ce que chaque village dispose des trois types de terroirs : la berge proche, inondable ; les terrasses propres aux cultures de céréales ; l'arrière pays, zone de pâturage.

Depuis la fin du XVIII^{ème} siècle, le pays Toucouleurs est une confédération de féodalités dirigée par un « *Iman* », c'est-à-dire un « *chef de la prière* », élu par les chefs de villages, entre les mains desquels il n'est souvent qu'un fantoche. La population se divise en propriétaires indépendants, artisans, esclaves, et riches aristocrates. Ces derniers profitent du commerce avec les Français et perçoivent des droits de passage « *les coutumes* » versés par les marchands qui remontent le fleuve pour aller trafiquer dans l'arrière pays.

Les relations avec les Français sont assez bonnes, mais les chefs augmentant les « *coutumes* », des tensions apparaissent. De plus, côté Français, après 1793, c'est un gouverneur qui a la charge de veiller à la sécurité du commerce. Il dispose de l'armée, il représente l'état : devant les exigences toujours accrues des chefs indigènes, les gouverneurs seront sans cesse plus réticents. Lorsque des commerçants sont agressés pour avoir refusé de payer des taxes supplémentaires, ils lancent des expéditions punitives. Par exemple, en 1843, le gouverneur Bouet fait raser le village de Cascas. Ces tensions iront croissant jusqu'à l'affrontement, et susciteront la formation, hors du Fouta Toro, d'un « *empire* » Toucouleur.

EL HADJ OMAR

Le fondateur de cet empire sera un fils de petit propriétaire, Omar. Très croyant, il envoie son fils étudier auprès des meilleurs maîtres de la religion islamique — qui sont les détenteurs en ces pays de toute forme de savoir — d'abord dans la tribu maure des Ida-ou-Ali, puis auprès d'un marabout Peul du Fouta-Djalon (nord de l'actuelle Guinée). Omar gardera toujours, dans son action politique, ces attaches : ils se présente comme un chef religieux, et il s'adresse au « *peuple* » — c'est-à-dire ici aux petits propriétaires, non aux esclaves.

Vers 1820, âgé d'environ 25 ans, il entreprend le voyage de La Mecque. En cours de route, il séjourne chez le sultan du Sokoto (est de l'actuel Niger), dont il épouse la fille. Enrichi par ce mariage, il repart pour La Mecque, où il arrive en 1827. Les chefs de la confrérie Tijdane, l'une des nombreuses confréries dans lesquelles se regroupent selon des nuances complexes les musulmans, lui délèguent des pouvoirs et le chargent de développer leur audience en pays noir. On peut, en simplifiant

beaucoup, dire que cette confrérie avait un recrutement plutôt populaire, qu'Omar pourra grâce à cet appui, trouver un large écho dans les catégories moyennes de son pays d'origine. D'ailleurs, les chefs Tidjane lui donnent ordre de veiller à ne jamais s'assimiler aux rois.

Au cours de son voyage, Omar a l'occasion d'observer en Égypte les méthodes du sultan Méhémet Ali, qui avec des Français tente de moderniser son pays. Puis il revient au Sokoto ; il séjourne plusieurs années chez son beau-père, participe à de nombreuses opérations militaires et s'initie aux questions politiques et guerrières. A la même époque, le Fouta Toro est agité par les prédications d'un « *prophète* » qui tente de soulever le peuple ; l'« *Iman* », avec l'aide des Français, s'en débarrasse (1828-1830).

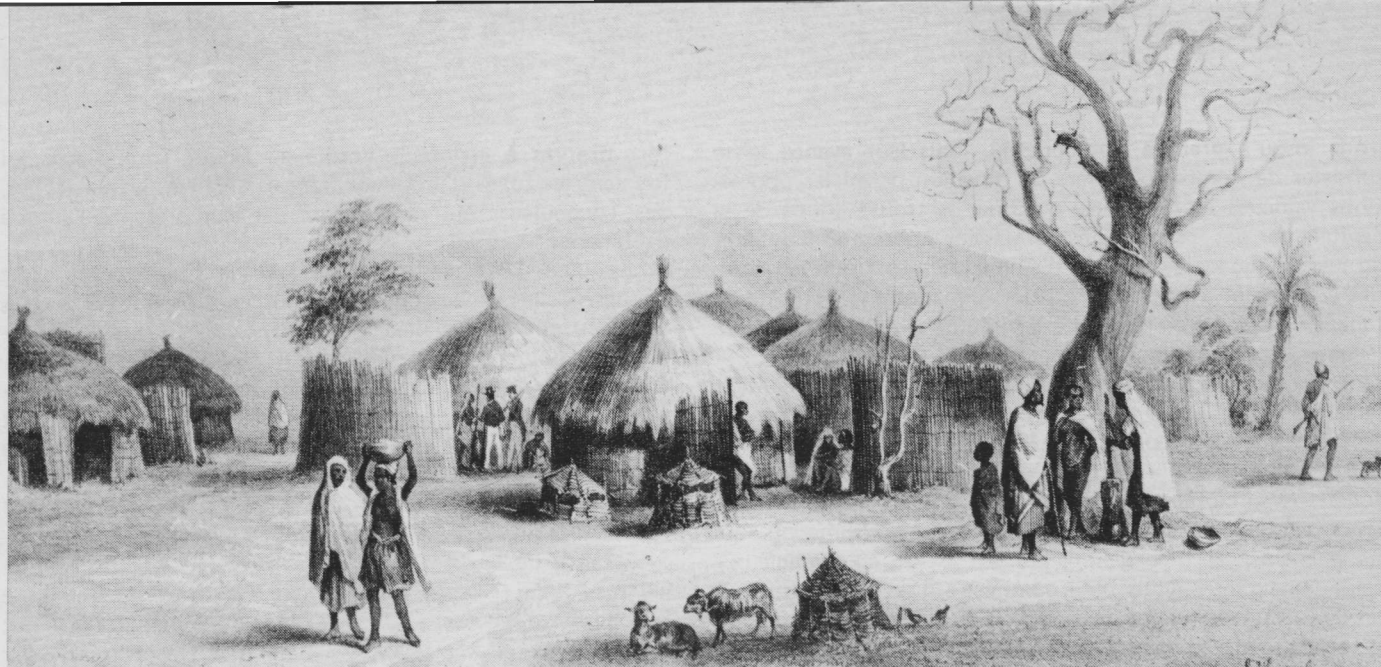
En 1837 Omar qui peut, après son pèlerinage à La Mecque, porter le nom de « *El Hadj* » : le saint, quitte le Sokoto et va s'installer dans un village du Fouta-Djalon. Il commence à attirer des disciples. Il les utilise pour commercer avec les comptoirs coloniaux installés sur les côtes de Guinée. Il achète des armes et des munitions ; il offre en échange de l'or et des esclaves.

En 1845-46, il fait une tournée de propagande au Fouta Toro. Il passe par Saint-Louis. Ses contacts avec la colonie Française sont bons : on voit en lui un prédicateur populaire, susceptible au besoin de créer des difficultés aux chefs en place ; lui espère obtenir des armes.

En 1847, il change de base et s'installe dans un village plus important, Dinguiray. Il attire des disciples de plus en plus nombreux, dont bon nombre d'esclaves fugitifs, et bientôt il y a auprès de lui 8 à 10000 fidèles. Il recherche une alliance avec les Français : ceux-ci fourniraient des armes ; lui se chargerait de conquérir le Fouta Toro, pour entretenir ensuite des relations amicales. Au même moment, il mène de petites guerres à objectifs limités, qui lui permettent de conquérir deux petits royaumes païens et d'établir son contrôle sur les mines d'or du Bouré et le cours supérieur du Sénégal (dans la partie où il prend le nom de Bafing, dans le nord de l'actuelle Guinée).

LE DJIHAD ET LA PREMIERE GUERRE TOUCOULEUR (1854 - 1860)

Dès 1848, Omar apparaît donc comme un souverain indépendant. Peu à peu, il étend ses possessions, puis en 1854, il déclare partir en « *Djihad* », la guerre sainte des musulmans. Il s'attaque ainsi à tous les pays qui n'obéissent pas à l'Islam (donc tous les royaumes noirs animistes) mais aussi tous ceux où il dénonce un Islam corrompu.



Un village du Sénégal

cl. R. Viollet

Il marche d'abord vers le nord et conquiert le royaume de Khano, qu'un traité d'alliance unit à la France. Quand un village résiste, tous les hommes sont massacrés ; les femmes et les enfants sont emmenés en esclavage. Mais Omar ne désire pas affronter les Français. Au contraire, il envoie à nouveau des émissaires pour obtenir une alliance et se faire donner des armes. Le gouverneur Protet tempore.

Pendant ce temps, les premiers contingents de l'armée d'Omar arrivent devant le fort Français de Bakel, renforcé en hâte par le capitaine Faïdherbe. Mais ils n'attaquent pas. Omar propose toujours de négocier et offre même un de ses fils en otage pour garantir sa bonne foi. En même temps, pour impressionner l'adversaire, il fait massacrer, en amont de Bakel, tout un village ami des Français et jeter les cadavres dans le fleuve qui les porte au pied du fort. Il fait aussi réquisitionner tous les stocks des commerçants installés dans le haut-pays. Par ailleurs, il suscite de l'agitation à Saint-Louis en adressant sa prédication au petit peuple noir de la colonie, fortement islamisé.

En 1855 - 57, il mène la guerre sur la rive droite du fleuve, contre le royaume de Kaarta. Les dépouilles des vaincus l'enrichissent. Il décrète que la polygamie doit désormais être limitée à un maximum de 4 épouses au lieu de 7, et distribue les femmes ainsi rendues disponibles à ses meilleurs guerriers.

Entre-temps, sous l'impulsion de Faïdherbe, devenu gouverneur, les Français ont renforcé leurs postes du haut fleuve, et en ont construit un nouveau à Podor, au cœur du Fouta Toro. Aussi les Toucouleurs s'agitent. L'affrontement devient inévitable.

Les troupes d'Omar investissent, en avril 1857, la position la plus avancée de la France : Médine. Les défenseurs, 63 soldats indigènes et de nombreux supplétifs noirs, sont commandés par un métis de Saint-Louis, Paul Holle. Les Toucouleurs n'ayant pas d'armement lourd, la garnison résiste trois mois. Pendant ce temps, l'agitation au Fouta Toro prend la forme d'un mouvement d'émigration : des paysans abandonnent leurs villages pour aller rejoindre le pays contrôlé par Omar. Mais lorsque viennent les hautes eaux, (avec les pluies de l'*«hivernage»*, qui correspond à notre été) Faïdherbe remonte le fleuve à la tête d'une flottille de combat. Il dégage Médine le 18 juillet. Le 23, il disperse la cavalerie d'Omar et intercepte un convoi de Toucouleur qui tentait de quitter le Fouta Toro. Cette victoire est annoncée en France comme un coup d'arrêt contre les hordes féroces et islamiques déferlant sur l'Occident. A cette époque, il n'y a pas de réaction populaire contre les expéditions coloniales.

Durant la campagne 1858-59, Omar parcourt le Fouta Toro. Il ne cherche pas à occuper le pays, mais veut pousser les Toucouleurs à émigrer vers les territoires qu'il a conquis : l'affrontement avec les Français ayant montré la supériorité militaire de ceux-ci, il s'agit de dépeupler la région qu'ils contrôlent. Il trouve un écho dans le petit peuple, qui manque de terres, chez les cadets de famille que la polygamie et le droit d'aînesse condamnent à la gêne et au célibat. Mais l'aristocratie fait obstacle, et les départs sont assez peu nombreux.

Omar tente alors d'employer la force et brûle des villages - y compris son village natal - pour provoquer l'émigration. En même temps, pour éviter un nouvel affrontement direct avec les Français, 1500 hommes travaillent à construire en amont de Matam un barrage sur le fleuve. Mais les départs restent toujours peu importants et, avec la saison des pluies, Faïdherbe force le passage, la crue ayant endommagé le barrage. Les Français paraissent alors invincibles : la confédération du Fouta Toro est complètement désorganisée, et Omar condamné à rester hors des limites de son pays d'origine.

De plus l'année 1860 est mauvaise : la disette s'abat sur les pays Toucouleurs ravagés par la guerre. Côté Français, le commerce interrompu donne des inquiétudes. Aussi est-il négocié un traité de paix, à Bakel : désormais la France contrôlera la rive gauche, et Omar la rive droite. Ainsi la France se taille une zone de contrôle direct dans le vieux pays Toucouleur, et en échange, elle soutiendra Omar dans ses conquêtes des royaumes païens de la rive droite : chacun cède à l'autre ce qui ne lui appartient pas... Le plus important est que la France obtient des garanties de privilèges commerciaux et Omar des armes : il recevra pendant plusieurs années des lots de fusils - jusqu'à 1500 - qui lui permettront d'assurer sa supériorité militaire sur les pays qu'il attaque.

L'EMPIRE TOUCOULEUR

Ce traité de paix sera respecté pendant 18 ans, au cours desquels l'empire Toucouleur atteindra sa pleine puissance.

En 1861, Omar engage une campagne contre les Bambara. Craignant les difficultés de la guerre contre des peuples plus puissants que ceux qu'il a vaincu jusque là, il désigne son successeur, son fils Ahmadou. 1861 voit la prise de Ségou, dont Omar fait la capitale du nouvel empire. Poussant encore au nord-est, l'année suivante, il attaque le Massina. Le 10 mai, son armée, qui compte de 25 à 30 000 hommes affronte une armée composée de Peuls et alliés encore plus nombreuse et la bat. Cette bataille reste l'une des plus considérables de l'Afrique Nigérienne. Remontant le long du Niger, les Toucouleurs

iront jusqu'à prendre Tombouctou. Mais leur avance laisse subsister de nombreux foyers de rebellion parmi les populations vaincues et c'est ainsi qu'Omar se trouve coupé de sa capitale par des insurrections au Massina et chez les Bambaras en février 1864 ; les renforts d'Ahmadou ne peuvent le rejoindre à temps et il est vaincu et tué. Ahmadou meurt ensuite les rebelles. Mais son empire restera toujours troublé par des soulèvements dans les populations conquises.

Il y a de plus à la tête de certaines provinces, des membres de la famille d'Omar, frères ou cousins d'Ahmadou, qui reconnaissent peu son pouvoir et rêvent de se tailler un fief bien à eux. De même, il a fallu, par politique, désigner à de telles fonctions un certain nombre de fils de familles nobles Toucouleurs qui n'obéissent guère. En fin de compte, Ahmadou - qui ne porte pas le titre d'empereur : il est un chef religieux - s'appuie sur les régions qu'il administre directement (surtout la vallée du Niger autour de Ségou) et sur celles que dirigent d'anciens esclaves de son père des Haoussa, que celui-ci avait ramenés du Sokoto, qui lui sont très fidèles. L'empire a donc des limites assez floues. Le territoire réellement contrôlé est d'environ 300 000 km² ; le pays soumis en principe est infiniment plus vaste.

Le principal soutien du régime est l'armée, surtout les troupes d'élite composées d'environ 8000 Toucouleurs, armés de fusils et combattant à cheval. L'autre ciment de l'empire, c'est la religion ; mais les populations de la cuvette nigérienne récemment soumises sont profondément animistes et les régions les plus islamisées sont les plus lointaines et les plus mal contrôlées. Le Fouta Djallon, en particulier, dirigé par deux frères d'Ahmadou, est en situation de secession presque complète, et Ahmadou devra mener une guerre pour s'y faire respecter.

Tout cela explique l'un des points les plus importants des conventions franco-Toucouleur : lorsque des captifs (c'est-à-dire esclaves) passeront la frontière dans l'un ou l'autre sens, ils ne seront pas rendus. Ceux qui fuyaient l'empire Toucouleur étaient des vaincus que la France pouvait utiliser comme tirailleurs, et qui, pleins de haine contre les Toucouleurs, étaient

fort propres à maintenir l'ordre au Fouta Toro. Ceux qui fuyaient les zones d'influence française étaient, en particulier, des Toucouleurs qui renforçaient par leur présence l'empire d'Ahmadou.

Jusqu'en 1878, les relations avec la France sont assez bonnes. Celle-ci a le souci de renforcer son contrôle sur les zones où elle est installée, plutôt que de les étendre. Cependant, elle poursuit des explorations.

De 1863 à 1866, c'est la mission de Mage et Quintin, envoyés par Faidherbe, qui finissent leur voyage d'exploration et de bons offices diplomatiques en signant le 3 mai 1866 le traité de Ségou, qui reprend et complète celui de 1860.

REPRISE DE L'EXPANSION COLONIALE

A partir de 1878, la tendance s'inverse. Faidherbe, qui devient sénateur en 1879, est l'animateur d'un groupe qui prône l'expansion. L'Algérie est à cette date, entièrement contrôlée ; on rêve alors d'un empire qui s'étendrait sur tout le pourtour du Sahara et serait organisé autour de deux grands axes ferroviaires : le transaharien et le transsoudanais.

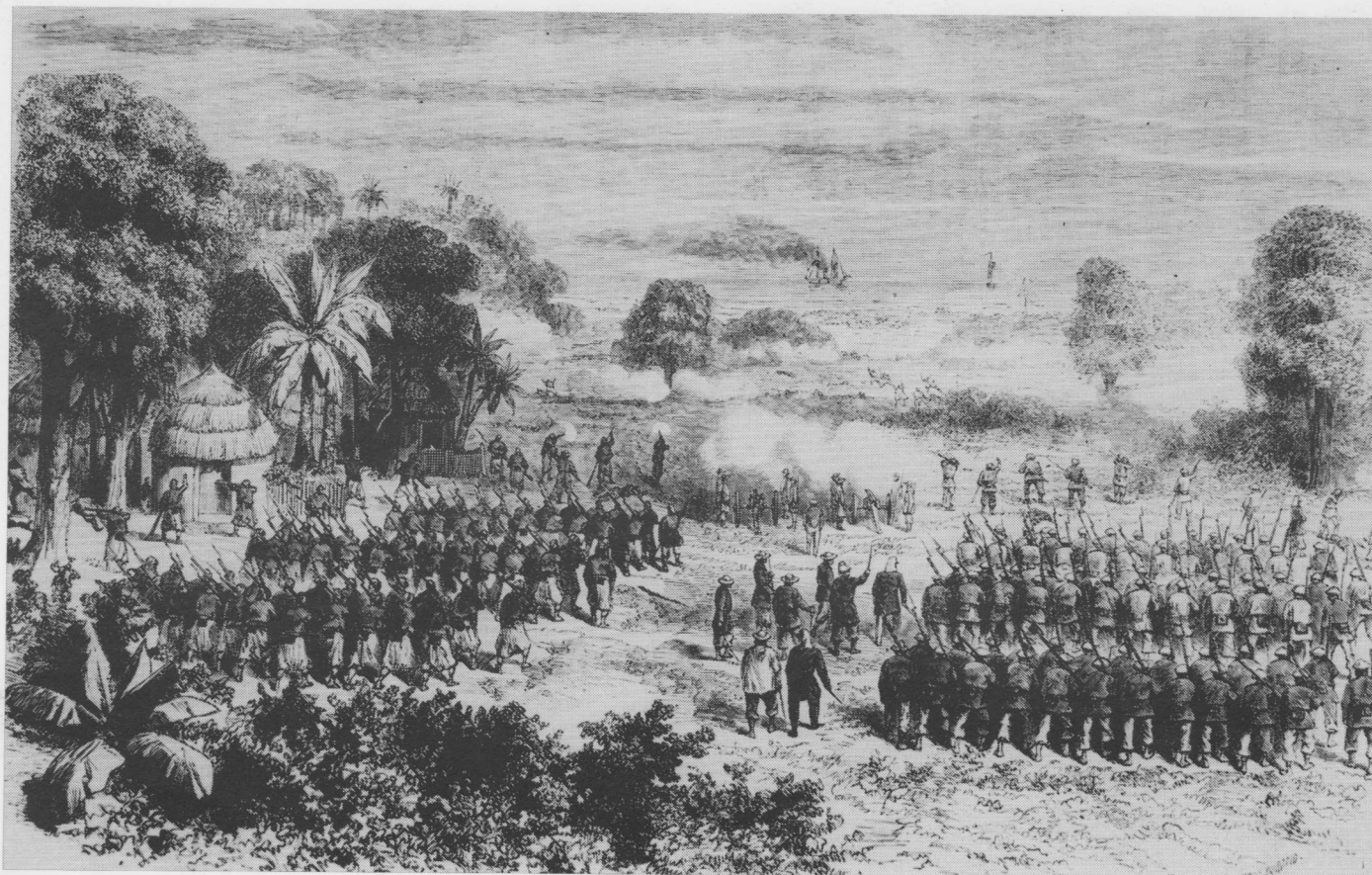
Les frictions avec l'empire Toucouleur se multiplient. La première contestation éclate à propos de Bafoulabé, ville frontalière contrôlée par les Toucouleurs et que la France revendique. Ahmadou cède, pour ne pas envenimer les choses, mais la France envoie quand même une expédition militaire sur des lieux qu'elle occupe sans coup férir, pour montrer sa force.

En 1880 est lancée l'expédition dite du Haut-Niger, dirigée par Galliéni. Elle vise Bamako, ville soumise à Ahmadou. Avec Bafoulabé, ce sont les deux villes qui permettent d'avoir bien en main le seuil entre les hautes vallées du Sénégal et du Niger. Ahmadou s'efforce de négocier : un nouveau traité est signé en 1881, selon lequel il cède ce territoire en échange de 10 000 fusils et 4 canons, avec leurs munitions. Il ne recevra jamais ces armes ; les Français ont occupé Bkita avant même que les négociations soient achevées, s'ouvrant ainsi la route de Bamako.

Dans les années suivantes, les Français soutiennent la sécession de la province de Dinguiray, en même temps qu'ils fournissent des armes aux Bambaras. La tension entre les diverses



capture par l'armée Française d'un chef noir musulman fin XIX^e



PRISE D'UN VILLAGE DE LA CASAMANCE AU SÉNÉGAL par L'ARMÉE FRANÇAISE

cl. R. Viollet

ethnies met en danger la cohésion de l'empire. En 1887, Ahmadou obtient la signature d'un nouveau traité. Mais celui-ci n'est qu'une apparente garantie de paix : il ne fait guère que reprendre les termes du traité de 1881, en précisant les avantages des Français mais en laissant dans le vague des questions essentielles comme les tracés exacts des frontières et les taux des taxes que pourront percevoir les Toucouleurs à celles-ci.

LA DERNIÈRE GUERRE TOUCOULEUR (1889 - 1891)

L'affrontement est rendu inévitable par deux événements. En 1885, à la conférence de Berlin, les grandes puissances européennes ont décidé le partage de l'Afrique. En 1887, Galliéni (qui obtient ses galons de lieutenant-colonel à 31 ans) est remplacé par Archinard qui brûle de faire une carrière aussi rapide, et dont les projets sont encouragés par le sous-secrétaire d'état aux colonies un député d'Algérie.

Au début de l'année 1889, Ahmadou s'est rendu à Nioro, pour reprendre en main une province agitée, laissant à Ségou son fils Madani. Entre les deux, le territoire des Bambaras, en situation de rebellion larvée. Archinard en profite pour envoyer à Ahmadou une série de demandes exorbitantes concernant le tracé des frontières, laissé indécis dans le traité de 1887. A la première réponse un peu sèche d'Ahmadou, il lance son offensive, en la présentant comme la punition d'un affront fait à la France.

En février 1889, une colonne avance vers Ségou, avec des forces considérables pour la région : 35 officiers, 72 combat-

tants européens, 635 tirailleurs, et une foule d'auxiliaires Bambaras. Elle dispose de 9 canons, acheminés par les soins du lieutenant Marchand. Le 6 avril, Ségou est bombardée et se rend. La ville est livrée au pillage des Bambaras et sera remise le 11 à leur roi.

Ahmadou, plutôt que de se replier vers l'Est pour rejoindre ceux de ses fidèles qui ont fui Ségou, décide de résister à Nioro. Il dispose d'une armée de 10 000 Toucouleurs, commandée par un ancien esclave Haoussa. Archinard attaque avec 12 canons, disperse l'armée adverse et prend Nioro le 1^{er} juillet 1890. Le 3, il affronte l'armée Toucouleur regroupée, et l'emporte à nouveau. La région de Nioro passe sous contrôle Français tandis qu'Ahmadou fuit vers l'est, poursuivi par une colonne que commande Marchand.

De 1891 à 1893, les colonnes Françaises doivent affronter les Bambaras insurgés et, plus au sud (Autour de Kankan, dans le nord de l'actuelle Guinée) le royaume de Samory Touré, tandis qu'Ahmadou tente de refaire ses forces. En 1893, il est à nouveau attaqué et vaincu à Djenné : les Français installent à sa place un de ses frères, Aguibou, un fantoche. Jusqu'en 1897 Ahmadou et ses derniers partisans continuent de reculer vers l'est, se réfugiant un moment au Sokoto, mais doivent se battre, de moins en moins nombreux, contre des populations de plus en plus hostiles, et finissent par périr dans un de ces affrontements. Cependant, la France s'est assurée la main-mise sur le Soudan (c'est-à-dire ici le pays du Niger) selon un axe ouest-est, coupant ainsi la route aux Anglais qui progressaient du Sud au Nord.

A. RANVIER

FAUT-IL LES TUER ?

Qui sont ces enragés, ces inconnus, dont on peut peut-être tout dire, sauf qu'ils manquent de cœur au ventre ?

Il y a, dans la forme de leur explosion, un côté héroïque, panache, idéaliste ; certes, les formes choisies peuvent être contestables, mais on ne peut pas toujours offrir à sa jeunesse la gloire à Verdun, à Chateaubriand, Strasbourg, Diên Biên Phu, Alger etc.

Devrons-nous regretter (et il faudra le dire si telle est notre pensée, mais il faudra en saisir toute l'horreur) qu'il nous manque une guerre — et par là même la créer — pour que notre jeunesse puisse faire sa crise d'héroïsme, et que c'est le prix nécessaire et indispensable au retour à la société bourgeoise ou ouvrière traditionnelle ?

La jeunesse de 1968 a choisi son combat, elle l'a choisi toute seule ; les parents ont collectivement démissionné ; les problèmes que soulèvent les fils, les pères en refusent la prise en considération ; ils veulent les pères et les mères, ne retenir que le fait suivant : les jeunes sont violents. Alors ils veulent maintenant juger leurs enfants, et s'il le faut les faire rentrer au bercail à coups de CRS, bombes lacrymogènes, etc. Pourquoi pas aussi la Légion et les parachutistes ?

Les pères acceptent de tuer les fils (naturellement pas le leur, mais celui du voisin) car *il faut de l'ordre* et il faut revenir à l'usage : «on doit obéir», ce qui revient à dire dans la structure patriarcale hiérarchique traditionnelle où les ancêtres ont toujours raison.

Lorsque la générosité des fils s'usait dans des guerres nationales ou internationales, et que chaque vingt ans on payait le prix du sang, le système moral traditionnel bourgeois pouvait subsister.

Parce que la valeur de leurs motivations risque de faire écrouler certaines traditions, on décide qu'ils ont tort, on refuse de les entendre, et un jour peut-être on dira :

Il faut les tuer, pour que nous puissions enfin vivre comme avant, et oublier.

Mardi 28 mai 1968
CFDT - Shell Nanterre